

LES DÉMARCHES DE LA PENSÉE SOCIALE

D'APRÈS DES TEXTES INÉDITS
DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE
(1789-1792)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PAR

JEAN BELIN

DOCTEUR EN DROIT

ANCIEN PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS

HERMANN ET C^{ie}

ÉDITEURS

6, RUE DE LA SORBONNE, PARIS

1939

LES DÉMARCHES DE LA PENSÉE SOCIALE

**D'APRÈS DES TEXTES INÉDITS
DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE**

(1789-1792)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES DÉMARCHES DE LA PENSÉE SOCIALE

D'APRÈS DES TEXTES INÉDITS
DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE
(1789-1792)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PAR

JEAN BELIN

DOCTEUR EN DROIT

ANCIEN PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS

HERMANN ET C^{ie}

ÉDITEURS

6, RUE DE LA SORBONNE, PARIS

1939



INTRODUCTION

Au cours de nos recherches sur la réforme de l'État au début de la Révolution autour de l'idée d'utilité sociale (1), nous avons été frappé par une double constatation.

D'abord, les grands principes comme la liberté, la souveraineté, axiomes du raisonnement logique des réformateurs, reçoivent des sens différents, parfois opposés, suivant les circonstances et les partis politiques. Ensuite, nous avons recueilli dans les pétitions des liaisons d'idées qui nous ont semblé renfermer une démarche originale de la pensée populaire dont le contraste est manifeste avec la pensée logique des députés.

Sur le premier point, notons que la remarque, pour localisée qu'elle soit, est très générale. C'est une constatation d'expérience que les idées politiques, juridiques, morales, foisonnent d'incertitude; leurs définitions ne sont point une fois données comme celles des axiomes mathématiques. Il s'ensuit que le schéma que nous avons de l'univers social se trouve à tout instant remis en question, et la tendance qui est en nous à y chercher des lois certaines, est déçue.

Sans doute la pensée logique traditionnelle est, dans des proportions variables, présente à l'intérieur de la définition des règles de droit et des idées sociales qu'une civilisation déter-

(1) V. notre ouvrage : *La Logique d'une Idée-force. L'idée d'utilité sociale pendant la Révolution française (1789-1792)*. Paris, 1939).

minée met à la disposition de l'homme. Et l'on voit bien que les mots de liberté, de droits de l'homme, comme ceux de contrat, ou d'illicite, répondent à des idées suffisamment claires tant qu'on les considère en gros; mais on aperçoit aussi que les idées qu'ils renferment se révèlent chancelantes, dès qu'on cherche à les approfondir en les étudiant d'une manière critique. Elles sont, comme le principe de liberté à l'époque de la Révolution, sujettes à des sens multiples, d'où une imprécision inconciliable avec les nécessités de la vie courante, si bien qu'elles ne deviennent utilisables qu'au prix d'un perpétuel travail d'adaptation opéré par l'homme — juge ou législateur — au contact des exigences pratiques, des facteurs collectifs ou psychologiques.

Ainsi la pseudo-logique qu'on a voulu installer dans les lois et les institutions est le plus souvent tronquée et inadéquate : l'attribut principal d'une vraie logique — l'universalité de ses règles — lui fait défaut.

Cette remarque dépasse beaucoup la question de la valeur des lois et de leur interprétation par les juges, elle est vraie de toutes les règles qui concernent soit le fonctionnement de l'État, soit les rapports des individus entre eux ou avec l'État — autrement dit, elle s'applique au droit public comme au droit civil et au droit pénal.

En second lieu, l'ouvrage que nous citons ci-dessus nous a conduit à observer des démarches originales de pensée chez les individus dans ces documents si intéressants que sont les pétitions. Là, on saisit l'homme en pleine méditation sur les idées sociales, à l'égard desquelles une vie publique, rendue plus intense par l'état de révolution, lui ordonne à tout instant de prendre un parti. C'est alors que dans ses raisonnements on voit se mêler les sentiments, les éléments de fait, les facteurs collectifs —, autant de raisons « que la raison ne connaît pas » et qui forment, par leur réunion une logique spontanée, distincte de notre logique savante. C'est ce cheminement curieux que nous avons essayé de suivre en analysant le réseau de rela-

tions que les pétitionnaires ont tissé autour de l'idée d'utilité sociale. Pour l'instant, qu'il suffise de remarquer que, dans cette pensée spéciale, intervient de la façon la plus intense l'interprétation humaine que nous avons reconnue nécessaire pour définir les concepts sociaux isolés; mais ici l'influence de l'homme et des éléments qui réagissent sur sa pensée prend une importance bien plus considérable, et les interférences prolifèrent.

On voit maintenant que les deux remarques qui nous étaient suggérées par notre travail principal sur les concepts isolés et sur la pensée collective des révolutionnaires, se prêtent à une observation commune : les concepts sociaux séparés ou liés en un raisonnement ne prennent une valeur pratique que s'ils ont subi l'interprétation de l'homme et des groupes humains —, interprétations dont nous sentons bien toute la contingence. L'interprétation humaine des concepts sociaux fait apparaître, en marge de la pensée logique, une pensée d'aspect particulier qui ne donne pas à la raison sa signification traditionnelle, qui, moins exigeante dans ses règles de liaisons que la pensée logique, ne respecte pas le principe de contradiction, se soucie peu de la rigueur causale; ses définitions sont instables et attachées à des références qui leur donnent un caractère plus probable (1) que certain; enfin elle se signale par le grand nombre des interférences qui viennent la compliquer, témoins des interprétations humaines et des contingences matérielles. A tous ces titres cette pensée mérite d'être qualifiée d'*alogique*.

Nous voudrions dans cette étude approfondir les caractères

(1) Nous prenons « probable » au sens du calcul des probabilités. Il nous semble que les expressions « probable », « certain » sont essentiellement relatives. Pour KEYNES, elles indiquent une relation vis-à-vis d'un *corpus* de savoir et ne caractérisent pas les jugements en eux-mêmes; dès lors, nous dit-il, qualifier une proposition de « probable » n'a de sens que si l'on prend soin de préciser à quel savoir elle se relie. Il faut donc considérer des « degrés variables de relation » (V. A *Treatise on probability*. Londres, 1929, p. 4). V. aussi G. DARMOIS, *Statistique mathématique*, Paris, 1928, p. 8.

de cet *alogisme* en examinant les modalités qu'il présente à travers les contaminations diverses qui affectent les idées politiques à caractère logique au cours du travail d'interprétation humaine qu'elles subissent, à travers les interférences que les faits, les idées, les facteurs collectifs forment entre eux, enfin à travers les retournements de pensée que nous livrent les pétitions. Nous nous demanderons ensuite si cette pensée originale obéit sinon à des règles, du moins à des agencements qui en font une pensée logique à sa manière.

Nous entendrons par *interprétation humaine* tout ce qu'accumule l'homme social sous la pression d'éléments de fait, d'élans affectifs, de passions même, autour des idées pseudo-logiques qu'il a créées dans l'ordre politique — si bien que celles-ci se trouvent à tout moment diversement déterminées (1).

D'autre part, souvent nous avons remarqué que dans la pensée sociale spontanée tantôt apparaissaient, tantôt dis-

(1) L'étude concrète des textes révolutionnaires conduite avec le désir de suivre les démarches de la pensée collective émotionnelle n'est pas sans éveiller le souvenir de certains travaux sociologiques.

C'est ainsi que TARDE, quoi qu'il en soit des postulats de sa sociologie, voyait entre la psychologie des individus et celle des sociétés des analogies « frappantes » (*La Logique sociale*. Paris, 2^e édit., 1898, p. 87). Il analysait dans sa *Logique sociale* les phénomènes sociaux en « croyances » et en « désirs », et, dans les mœurs il sentait circuler le « désir » d'une collectivité (*Ibid.*, p. 16); aussi étudiait-il le raisonnement logique qui préside aux transmissions de la croyance et du désir (*Ibid.*, p. 54), la vie sociale était considérée alors comme la distribution d'une certaine somme de ces croyances et de ces désirs à travers la langue, le droit, la religion, la science. Il n'est pas jusqu'aux expressions dont il usait — comme celles « de communication sociale des croyances » (*Ibid.*, p. 29), de « désir cru » (*Ibid.*, p. 54) — et à l'importance qu'il attache à l'observation des « degrés de foi ou de désir » (*Ibid.*, p. 70), si lourds de conséquences parfois chez les organismes collectifs, qui ne soient à relever comme témoignages d'une attitude d'esprit intéressante dès qu'il s'agit de pénétrer dans une pensée sociale affective.

Sur un plan de pensée tout différent, VILFREDO PARETO, dans un effort d'observation concrète, insiste sur l'importance des actions qu'il appelle « non logiques » (V. PARETO, *Traité de Sociologie générale*. Lausanne, Paris, 1917-1919, t. I, chap. II « Les actions non logiques. » (V. aussi nos 178, 186, 842), des sentiments et des croyances (*Ibid.*, t. I, n° 798) dans la genèse des idées sociales. C'est ainsi que, pour lui, les « résidus » qui correspondent à des « actions non logiques », reposent essentiellement sur des sentiments; les classes entre lesquelles il répartit les

paraissaient certains éléments soit rationnels, soit affectifs, soit matériels, si bien que l'énergie des jugements sociaux portés dans les textes se trouvaient tantôt accrue, tantôt diminuée de l'un ou de plusieurs de ces éléments, tantôt enfin accrue à nouveau par la résurgence de quelques-uns d'entre eux. Ainsi voyons-nous en physique se comporter les mouvements vibratoires. Nous donnerons aux phénomènes de convergence et d'intermittence que nous venons d'indiquer le nom d'*interférences* (1). Enfin, parfois on note qu'une pensée rationnelle, ou à la fois rationnelle et affective qui amorce, dans telle série de textes, telles conséquences logiques, aboutit dans une autre série à des conséquences opposées : nous appellerons ce changement opéré dans la pensée spontanée, *qui ne correspond pas à une faute logique*, mais à une modification de perspective dans la hiérarchie de ce que Tarde nommait les « désirs crus (2) » — *un retournement de pensée*.

En définitive, la question que pose notre étude est celle de savoir en quoi consiste la connaissance en matière sociale. En présence de ce problème dont la complexité est immense, nous ne pouvons songer qu'à rechercher une méthode de travail.

« *résidus* » offrent, elles aussi, un très grand nombre de sentiments tels que la pitié, la néophobie, la tendance au dévouement, le sentiment d'égalité (*Ibid.*, t. I, n° 888. V. les classes IV et V; v. aussi, n°s 871, 875), etc. De même lorsque PARETO découpe dans la complexité sociale cette autre classification faite d'explications, d'arguments, d'élargissements déductifs qu'il appelle la classe des « *dérivations* », il souligne à nouveau l'importance des sentiments (*Ibid.*, t. II, n°s 1397, 1690. Sur ces points, v. l'article de M. HALBWACHS : *la Psychologie collective du raisonnement* (*Zeitschrift für Sozialforschung*, Jahrgang VII, 1938, Heft 3).

(1) On sait qu'en physique les phénomènes d'interférences se comportent de la manière suivante : « en certains points, les vibrations provenant de deux sources arrivent en opposition de phase, donnant ainsi une vibration résultant d'amplitude nulle, tandis qu'en d'autres points, les vibrations composantes étant en phase, la vibration résultante est d'amplitude maxima » (SIMON et DOGNON, *Physique*. Paris, 1937, p. 761). On va constater de même, dans le domaine de la pensée collective, des interférences par annulation ou neutralisation, et des interférences par renforcement.

(2) TARDE, *la Logique sociale*. Paris, 2^e édit. 1898, p. 54.

Il est clair que la pensée qu'on étudiera ici dépasse l'époque révolutionnaire où il nous a été possible de mieux l'observer, pour intéresser la méditation quotidienne puisque, à quelques variantes près, elle s'exerce à tout instant en silence, spontanément, comme une activité fondamentale de notre vie pratique. L'étude des sociétés primitives a montré l'existence d'une pensée « prélogique » dont on a dégagé les traits, mais au sein même de nos civilisations, n'existe-t-il pas en nous une sorte de prélogisme indestructible qui nous est indispensable pour organiser un très grand nombre de pensées pratiques, et que nous utilisons en le masquant avec notre logique consciente ? Mais, cette logique consciente n'est pas celle de notre nature, elle est apprise et savante. Si cela est, on en arrive à concevoir qu'il existe non pas une seule méthode rationnelle, ayant ses formes *a priori*, mais des modes de représentation hétérogènes, renfermant plus ou moins de pensée logique, plus ou moins de pensée contingente, et que chacun d'eux peut avoir sa technique propre.

Si l'on examinait attentivement des notions juridiques très générales comme la faute, l'illicite, la bonne foi en droit privé, — les idées d'équité, d'agression en droit international, — si même on approfondissait certaines définitions du code pénal comme celles de vol, de bonnes mœurs, on remarquerait que dans ces domaines, où cependant les idées sont savantes, une interprétation incessante de celles-ci est nécessaire de la part des législateurs, des juges, voire des chefs politiques, précisément parce qu'il s'agit pour eux de réaliser une sorte de synthèse entre les formules à prétention rationnelle et leur réalisation ou refraction dans les mœurs et les opinions des groupes.

Nous n'entreprendrons pas une recherche de cette sorte, afin de nous limiter à l'examen de la pensée spontanée telle qu'elle nous est offerte par les pétitions de l'époque révolutionnaire.

Ce sont elles, en effet, qui nous montreront le plus haut degré de la contingence dans l'appréciation des idées politiques, le rôle primordial que joue en ce domaine l'interprétation de l'homme qui enrichit les concepts de sentiments et renverse au besoin, sous la pression des événements dont il s'émeut, les règles les plus sûres — au point de ne plus respecter le principe de contradiction.

Dans les textes que nous avons analysés nous n'avons pas dépassé la date du Dix-Août 1792; cette journée, en effet, est une révolution au sein de la grande (1), et, par ses conséquences politiques, elle offre un terme naturel à l'évolution d'un important aspect de la psychologie collective.

Pour l'étude de la pensée sociale spontanée qui nous occupe ici, nous utiliserons presque exclusivement les pétitions et adresses qu'envoyèrent à la Constituante et à la Législative les corps administratifs, les sociétés populaires et les individus. Par leur nombre, le maniement qu'ils font des idées constitutionnelles de liberté, d'égalité, de souveraineté, de constitution, de loi — surtout par l'intensité des sentiments collectifs qu'ils véhiculent, ces documents nous semblent présenter pour nos recherches une valeur de laquelle ne s'approchent ni les rapports faits devant les assemblées, ni même les journaux, peu nombreux d'ailleurs.

1. V. LEFEBVRE, GUYOT et SAGNAC, *la Révolution française* (Peuples et civilisations). Paris, 1930, p. 118.

PREMIÈRE PARTIE

LE ROLE DE L'INTERPRÉTATION SPONTANÉE ET DE LA CONTINGENCE DANS LES IDÉES SOCIALES

L'INTERPRÉTATION SPONTANÉE A L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE PREMIER

LES IDÉES SOCIALES CONTRADICTOIRES

L'étude de la « régénération » de la France en 1789 nous a montré que l'idée d'utilité sociale autour de laquelle se sont ordonnées les réformes, est une notion évolutive, malléable au gré des événements, des consciences particulières et de la conscience collective. Les raisonnements les plus divers s'en réclament : les fédérations, les décrets contre les prêtres et les émigrés, la Patrie en danger, y sont tour à tour rattachés, comme l'abolition des privilèges, la liberté du commerce, les conceptions sur la mise en valeur des terres incultes ou la taxation des grains, etc.

Nous allons constater que si l'on choisit une idée moins générale, par exemple le principe de liberté, des observations analogues peuvent être faites. La liberté, bien quelle soit érigée

par les Constituants en axiome de la science politique, est une notion de laquelle les hommes et les circonstances donnent une interprétation mobile. En dépit des affirmations des députés, que nous connaissons, il est clair que nous sommes bien loin d'une axiomatique au sens mathématique du mot, puisque le principe n'est pas fixé invariablement dans sa définition.

Nous avons indiqué les applications et les dérogations les plus remarquables qui ont été faites du principe de liberté par les révolutionnaires ; nous nous bornons à renvoyer à ces notes : ce que nous soulignons ici, c'est que le principe s'entend de définitions contradictoires qui se ramènent aux formules opposées suivantes :

« Vos principes sont que la liberté est un bien commun et que tous les citoyens y ont un droit égal : la liberté doit donc appartenir à tous les Français de la même manière (1). » — « La liberté ne doit être restreinte qu'autant que son exercice est évidemment contraire au bien général (2). » — « L'intérêt public est le seul motif qui puisse jamais déterminer des législateurs à limiter les droits sacrés de la propriété ; mais lorsqu'il s'agit de cet intérêt, le premier des devoirs dans l'ordre social est d'y faire concourir les propriétés particulières (3). » — « Les uns avec raison ne considèrent que la liberté générale, lui rapportent tout et pensent qu'on doit tout lui sacrifier. Les autres ne voient la liberté qu'isolément et dans la personne de chaque individu, craignent sans cesse de la compromettre et veulent qu'elle soit respectée avec idolâtrie... Ceux-là ne réfléchissent pas assez que la liberté individuelle qui n'est pas garantie par la liberté générale n'est vérita-

(1) Discours de RABAUT sur la liberté de pensée. *Point du Jour.*, LXII, 23 août 1789.

(2) Arch. nat. AD XVIII^e, 108. 1. Rapport fait à l'Assemblée Nationale au nom du Comité d'agriculture, par M. HERNOUX, député de Dijon, sur le privilège de la Compagnie des Indes, le 18 mars 1790.

(3) Arch. nat. AD XVIII^e, 42. Rapport sur les moyens d'encourager les manufactures de poudres et salpêtres de France, fait au nom du Comité de l'administration des finances, le 7 mai 1792, par A.-D. LAFFON, président du Comité des finances et député de la Gironde, p. 10.

blement qu'une suspension de servitude... Le résultat de la liberté générale doit être sans doute le bonheur de tous les individus, mais il faut établir cette liberté générale sur des fondements solides, et ce n'est qu'en lui *sacrifiant* momentanément la liberté individuelle qu'elle peut être consolidée dans un moment de révolution (1). » — « La patrie se réveille, le salut du peuple devient la suprême loi. Devant elle s'abaissent respectueusement les droits de l'homme et du citoyen. La société toute entière attire tous les hommages, provoque tous les sacrifices, suspend tous les droits civiques, chaque citoyen renonce à tout autre soin que celui de la défense commune. Vous nous parlez sans cesse des droits du citoyen : ils sont grands sans doute, mais ne nous parlerez-vous jamais des droits de la cité ? Ils sont plus grands encore (2). »

Les applications du principe sont comme ses définitions, contradictoires. L'homme est déclaré libre, mais des restrictions sont apportées, on l'a vu, à ses activités, par exemple à sa liberté d'écrire ; et l'on peut voir le duc de Levis, lors de la discussion sur la liberté de la pensée proclamer : « en déclarant que cette manifestation n'est pas permise lorsqu'elle peut troubler l'ordre public, sans spécifier cet ordre public, sans déterminer ce qui le trouble, vous soumettez contre vos intentions les actions, les écrits, les discours de tous les citoyens à l'inquisition la plus odieuse, à l'autorité la plus arbitraire. Est-ce là déclarer les droits de l'homme (3) ? » De son côté, le duc de La Rochefoucauld déclare que cet article « présente non un *droit*, mais une *restriction* à un droit tellement vague, tellement illimitée, qu'elle réduit le droit à rien. Vous dites que *la libre communication de la pensée est un droit de citoyen* (4),

(1) Arch. nat. AD XVIII^e. 206. 5. Discours de M. GOHIER, député du département d'Ille-et-Vilaine, sur l'organisation de la police de sûreté générale, 4 août 1792, p. 3.

(2) Opinion sur les mesures de police à prendre contre les émigrants prononcée dans la séance du 9 juillet 1791, par M. BARRÈRE (BRETTE, *Les Constituants*, orthographe : Barère), député du département des Hautes-Pyrénées, p. 6. Arch. nat. AD XVIII^e. 7. 11.

(3) *Courrier de Provence*, n° XXXII, 24 au 25 août 1789, p. 7. Il s'agit de l'article 19 du projet du 6^e bureau.

(4) C'était la rédaction du 6^e bureau.

et cependant vous voulez que sous le prétexte *qu'elle nuit aux droits d'autrui*, cette *communication* si nécessaire à l'état de société cesse d'être *libre* ! Autant vaudrait-il défendre de parler, d'écrire et d'imprimer sans permission (1). » Enfin, Mirabeau propose pour éviter les doutes de supprimer l'adjectif « *restreinte* » (2) employé par le sixième Bureau.

Le *Courrier de Provence* note cet abus des limitations à la liberté qui, selon lui, alourdit les débats sur la Déclaration des droits, « restrictions, précautions, conditions qui substituent presque partout des *devoirs* aux *droits*, des entraves à la liberté, présenteront l'homme lié par l'état civil et non l'homme libre de la nature (3). »

Ainsi la liberté est à la fois appliquée et tournée par les Constituants; la contradiction règne donc au sein de la notion.

La contradiction se poursuit si l'on parcourt les débats politiques. On y voit affirmer l'idée que la liberté est inconciliable avec le *veto* royal et celui-ci est présenté néanmoins comme le ferme soutien de la liberté. Delandine combat le *veto* absolu ou suspensif au nom de l'idée de liberté (4), Malouet y voit une garantie de la liberté (5).

Même contradiction en matière de liberté des personnes. Le 24 juin 1791, l'Assemblée décrète que « la libre circulation des personnes et des choses dans l'intérieur du royaume et la marche des courriers et voyageurs ne pourront être arrêtées ni suspendues, mais devront être protégées par tous les corps administratifs et municipaux (6) », — puis la Législative enfreint le principe en alléguant le « salut de l'empire »; « toute personne qui voudra voyager dans le royaume sera tenue... de se munir d'un passeport (7). » — De même, après avoir

(1) *Courrier de Provence*, n° XXXII, p. 8 (les italiques figurent à l'original).

(2) *Ibid.*, p. 9.

(3) *Courrier de Provence*, n° XXXI, 22 au 23 août 1789, p. 2.

(4) Séance du 2 septembre 1789. *Point du Jour*, 3 septembre 1789, n° LXX.

(5) Séance du 1^{er} septembre 1789. *Point du Jour*, 2 septembre, LXIX.

(6) Procès-verbal de l'Assemblée Nationale, par BAUDOUIN, t. XXII.

(7) Arch. nat. C 443. 160. 3., s. d. [1792].

admis le droit de réunion, la Constituante interdit les associations ouvrières (1).

Enfin, nous avons longuement montré dans notre thèse principale que la liberté pour les révolutionnaires n'est pas une liberté d'indifférence, qu'elle comporte des limites et des devoirs. C'est ainsi que, pour Lamerville, le propriétaire a une mission qui est de contribuer au bien général en cultivant.

Si l'on étudiait d'autres principes posés par les Constituants, on relèverait encore les mêmes oppositions dans le contour des idées sociales.

Par exemple, l'axiome d'égalité, pas plus que celui de liberté, n'est susceptible d'une définition unique, lui aussi ne respecte pas la règle de non-contradiction : nous savons, en effet, qu'après avoir proclamé tous les hommes égaux en droits, la Constituante a établi des distinctions entre citoyens actifs et citoyens passifs et inscrit dans la Constitution de 1791 un régime électoral censitaire qui reconstituait, disait Camille Desmoulin (2), le gouvernement aristocratique, et on a montré comment l'opposition sut remonter aux principes pour le condamner.

Si on interroge les pétitions et les corps locaux, on constate à nouveau que l'idée de liberté reçoit des définitions opposées, si bien que la pensée populaire spontanée qui s'exprime dans ces textes déroge plus encore que la pensée savante des députés au principe de non-contradiction.

On voit les pétitionnaires affirmer tour à tour :

« La liberté est un attribut de la nature humaine, l'homme en société ne peut cesser d'être ce que la nature l'a fait et la législation humaine la plus parfaite sera celle où les facultés naturelles de l'homme ne seront restreintes qu'autant qu'il sera plus strictement nécessaire pour que tous jouissent des mêmes droits (3). » — « Souvenez-vous que l'homme qui em-

(1) Décret du 14 juin 1791, articles 1 et 2.

(2) *Révolutions de France et de Brabant*, nos 2-3. Arch. nat. AD xx^a. 528.

(3) Adresse à l'Assemblée Nationale de plusieurs citoyens de la ville de Lure, lue le 26 février 1792. Arch. nat. D xl. 4. 69. 4.

brasse un parti n'est point libre (1). » — « Considérant avec douleur que dans divers districts du département les personnes et les propriétés ont été violées au mépris de la Constitution qui garantit l'inviolabilité des unes et des autres..., arrêtent qu'il sera rappelé aux diverses communes du département les grands principes de la Constitution : 1^o que la liberté ne consiste qu'à pouvoir faire tout ce qui ne nuit point à autrui et tout ce qui n'est point défendu par la loi; 2^o que tout homme a la liberté d'aller, de rester, de partir sans pouvoir être arrêté ni détenu que dans les formes déterminées par la Constitution; 3^o que les visites domiciliaires sont prohibées, hors les cas permis par la loi (2) », etc. — On décide de même que nul ne peut être inquiété pour ses opinions religieuses si l'ordre public n'est pas troublé (3). « Citoyens, la conscience est un asile sacré; ne faites donc violence à personne sur le choix de son culte, que si des prêtres séditeux agitent... les torches du fanatisme, vos administrateurs sont là pour les traduire au tribunal (4). »

Nous avons, en étudiant la réforme de l'État par les pétitionnaires, mesuré l'usage fait par eux du principe de liberté, qu'il s'agisse de la liberté commerciale, de la discussion des affaires publiques, de la critique des actes administratifs, de la recherche d'une politique internationale. Mais on se souvient aussi que les pétitionnaires (5) ont présenté des vœux ou des projets qui heurtent le principe. Mesures restrictives de la liberté des personnes et de leur activité commerciale, vœux contre la liberté des Noirs, limitation au droit de propriété, taxation des grains, — toutes ces dérogations tranchent avec la première attitude et démontrent la présence

(1) Adresse du département des Bouches-du-Rhône aux citoyens, 2 juin 1792. Arch. nat. D xl. 7. 12. 11.

(2) Arrêté de l'administration du département des Bouches-du-Rhône sur les excès, pillages et dévastations, 16 juin 1792. Arch. nat. D xl. 7. 12. 10.

(3) Arrêté des administrateurs du département de la Nièvre, 1^{er} avril 1792. Arch. de la Nièvre, registre 61, n^o 256.

(4) Adresse du conseil du département de l'Aude en surveillance permanente à ses concitoyens, 23 juillet 1792. Arch. nat. D xl. 7. 10. 4.

(5) V. notre ouvrage *La Logique d'une idée-force. L'idée d'utilité sociale pendant la Révolution française (1789-1792)*, p. 338, 342.

de la contradiction au sein de l'idée de liberté. Cette tendance s'exprimera dans des textes comme celui-ci :

« La licence règnera-t-elle sous le nom ou à la faveur de la liberté individuelle ? Telle est, Messieurs, la question que les circonstances malheureuses où je me trouve me forcent à vous proposer... Parmi des hordes sauvages qui ne connaîtraient presque qu'une loi, la liberté serait illimitée et se porterait nécessairement à des excès souvent impunis ; mais chez une nation civilisée la liberté doit être restreinte et modifiée ; il lui faut des bornes et ces bornes doivent être posées où commencerait l'abus ; il est même nécessaire d'en priver les personnes qui en font un usage illicite, révoltant et pernicieux à la société. Sans cette précaution indispensable, dont il n'est aucune personne sensée qui ne sente et n'avoue la nécessité, il n'y aurait plus de tranquillité, plus de liberté, plus de sûreté pour une infinité de citoyens honnêtes ; il n'y aurait plus de frein pour les méchants, la liberté individuelle dégénérerait en licence... On a abusé, s'écrie-t-on, des lettres de petit cachet... il faut les supprimer. La liberté individuelle sera désormais assurée à tous les citoyens indistinctement, ce serait un crime que d'y porter atteinte. De pareilles conséquences tirées d'un bon principe... ne font-elles pas voir combien l'erreur est près de la vérité ?... Ne renferment-elles pas le plus criant de tous les abus ? L'assemblée des États-Généraux, m'a-t-on dit, a assuré la liberté individuelle à tous les citoyens, mon étonnement a augmenté, j'ai été agité de tous les sentiments dont peut être pénétrée une âme honnête qui croit que l'on assure le triomphe de la licence et du crime aux dépens de l'innocence et de la vertu... Personne n'a souffert autant que moi et ne peut souffrir plus que moi de l'enthousiasme aveugle et inconsidéré de la liberté (1). » — Et encore :

« Sans police, sans subordination, sans ordre, bientôt nous retomberions dans une anarchie qui ferait le désespoir des honnêtes gens (2). » — Ou bien : « Le conseil général de la

(1) Pétition de Rarquet, avocat, s. l. n. d. Arch. nat. D iv. 13. 212. 6. Il s'agit d'une demande d'internement dirigée contre des proches parents.

(2) Adresse signée Delavau, président du département de la Nièvre, envoyée

commune... considérant que si d'un côté la liberté de la presse est un des plus grands bienfaits de la Constitution..., de l'autre la licence ou l'abus de cette liberté n'est propre qu'à perpétuer l'anarchie qui nous conduirait au despotisme, à diviser les citoyens et à amener la guerre civile. C'est que parmi les divers journaux qui circulent dans la commune, il en est plusieurs qui abusent de cette liberté... Considérant que dans un moment où la Patrie est en danger et tous les corps constitués dans un état de surveillance habituelle, il est du devoir des citoyens que le peuple a honorés de sa confiance... de prendre tous les moyens possibles pour ramener tous les esprits autour de la Constitution, — a unanimement délibéré qu'aucun journal ne serait rendu à son adresse sans que la municipalité en ait pris lecture, et dans le cas qu'elle pense qu'il y en ait quelques-uns de dangereux, au lieu de les faire vendre, elle les gardera en dépôt pour les brûler solennellement (1). »

En matière proprement politique, et non plus juridique, l'opposition entre les conceptions sur la liberté est non moins sensible.

D'abord, les hymnes de reconnaissance et de loyalisme à l'égard du roi « restaurateur de la liberté française (2) », « ami de ses peuples », « citoyen » et « patriote (3) », qui sont si ardents au début de la Révolution, font place en 1792 à des pétitions violentes où le roi est désigné comme l'obstacle à la liberté. Un seul homme, le roi, disent les citoyens de Poitiers,

à SAINT-PRIEST, 1^{er} décembre 1790. Arch. nat. F^{1c} III. Nièvre. 7. Les textes montrent également qu'une certaine conception de la liberté interdit aux districts des vœux contraires aux propositions du département. De ce point de vue, la liberté subit une diminution, la faculté des individus comme membres de l'administration locale subit une restriction au nom du principe hiérarchique. V. procès-verbal de la 2^e session du département de l'Allier, 6 novembre 1790. Arch. nat. F^{1c} III Allier 4.

(1) Délibération du conseil général de la commune de Signe (?) (Ardennes), 26 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 7. 7. 25.

(2) Adresse de la commune de Limousis (Aude), 25 avril 1790. Arch. nat. C. 114A. 299¹. 10.

(3) Adresse de la commune d'Aigaliers (Gard), 6 avril 1790. Arch. nat. C. 114A. 298². 5. Adresse des communes de Chevrigny, Urielles, Laval, Nouvion-le-Vineux, Etouvelles (Aisne), 6 avril 1790. Arch. nat. C. 114A. 298². 1.

s'oppose à l'exécution des décrets de l'Assemblée, « la liberté du peuple est donc une chimère (1) ? » — « La liberté, déclarent les fédérés marseillais, n'est pas la cause du roi, et lorsque nous allons verser notre sang, il nous importe de savoir si c'est pour Louis XVI ou pour la Patrie (2). » — « Le roi a séparé ses intérêts de ceux de la Nation, déclarent les sections de Paris... Sa conduite est un acte formel et perpétuel de désobéissance à la Constitution. Tant que nous aurons un roi semblable, la liberté ne peut s'affermir, et nous voulons demeurer libres (3). »

Parallèlement, l'enthousiasme qu'avait provoqué l'idée de Constitution en 1789, 1790, a fait place chez beaucoup, vers le Dix-Août, à une déception amère : « La liberté dont elle [la Constitution] nous offrait une insidieuse et illusoire image n'était, disent-ils, qu'un redoublement de servitude. Le prétendu monarque est devenu un despote d'autant plus terrible qu'il était légalement armé de tous les plus puissants moyens de faire tout le mal qu'il voudrait et d'empêcher tout le bien public qu'il ne voudrait pas. La liberté, cette divinité civique, était sacrilègement immolée au trône. Elle était ravie impitoyablement aux deux tiers des Français et toute réservée à l'autre tiers seul privilégié... Cette Constitution incivique et impolitique substituait aux vingt millions d'anciens privilégiés huit millions de nouveaux privilégiés qui rendaient les seize autres millions de Français les plus malheureux des esclaves par l'inhumaine distinction des riches et des pauvres, des actifs et des passifs (4). »

L'attitude du roi qui paralyse les décrets de l'Assemblée, les dangers extérieurs qui menacent l'œuvre déjà accomplie,

(1). Adresse des citoyens d'Hennebont (Morbihan), 24 juin 1792. Arch. nat. C. 154. 292³. 2.

(2) Adresse des fédérés de Marseille, 2 août 1792. Arch. nat. AD XVIII^e. 206. 2.

(3) Adresse à l'Assemblée Nationale, rédigée par les commissaires des 48 sections de Paris et adoptée à la majorité des sections, 30 août 1792. Arch. nat. AD XVIII^e. 206. 3.

(4) Adresse des amis des Droits de l'homme de Pontivy. R[ègle] le 29 août. Arch. nat. D XL. 5. 54. 4.

provoquent l'éclosion de nouvelles contradictions chez les pétitionnaires touchant l'expression des idées politiques. Il s'agit surtout des idées de *Constitution* et de *Guerre*.

A l'annonce du *veto* sur les décrets contre les émigrés et les prêtres, la *Société fraternelle* envoie à l'Assemblée une adresse où l'idée de Constitution est sapée en son fonds : dans les circonstances actuelles, y est-il dit, opposera-t-on encore à l'Assemblée des « scrupules constitutionnels », pour l'empêcher de sauver la patrie ?

« Si la Constitution renfermait quelques vices qui entraînassent la destruction totale de l'ordre social il ne serait donc pas permis d'y toucher ? Il faudrait donc que le souverain enchaîné se laissât écraser sous les débris d'un édifice défectueux ? Tout comme si le but... de toute Constitution n'était pas le salut du peuple qui se la donne ! Tout comme si toute Constitution qui n'atteint pas cet objet ou qui le gêne, ne devait pas être réformée ! Tout comme si le droit de le faire n'était pas indélébile et inhérent à la souveraineté nationale !... Tout comme si de simples invitations et de vains conseils pouvaient jamais être convertis en décrets irréfragables et être considérés comme des arrêts du destin ! Tout comme enfin, si ce n'était pas là la doctrine des plus grands publicistes et l'exemple qu'ont donné les nations les plus célèbres de la terre ! Oui Messieurs, le salut du peuple est votre suprême loi, rien ne peut vous y soustraire ; si la Constitution le compromet, c'est à vous à venir à son secours... *Salus populi suprema lex, voilà la loi sous laquelle toutes les constitutions du monde doivent fléchir*... Où auriez-vous donc pris que toute société n'ait pas le droit d'exiger de chacun de ses membres le serment de fidélité au pacte social, sans contester néanmoins à chacun le droit indélébile qu'il a de manifester son opinion sur les vices qu'il croit voir dans ce pacte ?... Comment vous y prendrez-vous donc pour contester l'évidence de l'imprescriptibilité de ce principe ? Et s'il est aussi évident qu'imprescriptible, comment pouvez-vous donc, comment osez-vous vous élever contre son salutaire usage ? Moi, parce que, pour le bien de la paix, j'ai eu la condescendance

de vous dispenser hier de l'obligation de vous soumettre à ce principe, au moment où je m'apercevrais que cette condescendance devient fatale et menace l'ordre social d'une entière dissolution, je n'ai donc plus le droit de ne pas ouvrir les yeux le lendemain à la vérité ? Non, non, loin de nous ces fatales maximes qui ne tendent qu'à enchaîner le genre humain à l'erreur et à l'empêcher de faire un pas vers la vérité. Votre système conduit donc à l'anarchie, à la dissolution de l'ordre; il attaque les droits imprescriptibles de l'homme; il paralyse, il enchaîne la souveraineté nationale ou plutôt il l'anéantit, et la frappe d'anathème (1). »

Une contradiction nouvelle apparaît si l'on compare ces formules aux textes que nous avons rapportés en étudiant, dans notre thèse principale, le parler politique des pétitionnaires et l'enchaînement de leurs idées fondamentales (2). Alors que nous avions remarqué à ce moment une association des idées Assemblées Nationale et Constitution, réunies dans un même élan — ici, on peut observer un glissement qui aboutit à une contradiction. En effet, la pétition continue à demander l'appui de l'Assemblée :

« Oui, Messieurs, le salut du peuple est votre suprême loi, rien ne peut vous y soustraire; si la Constitution le compromet, *c'est à vous à venir à son secours.* » Mais, en même temps, il est affirmé que l'Assemblée n'est pas libre de son attitude, qu'elle doit assurer le salut public en écartant, s'il le faut, la Constitution : « Vous n'êtes placés sur le trône

(1) Adresse des citoyens composant la Société fraternelle séante à la Bibliothèque des Jacobins Saint-Honoré, s. d. Arch. nat. C. 141. 135. 2.

Une adresse des citoyens de Lure combat de même toute conception rigide de la Constitution : « Les principes de notre régénération sont immuables parce qu'ils sont puisés dans la nature même, ils sont divins; mais il n'en est pas de même de la Constitution; il suffirait qu'elle fût l'ouvrage des hommes pour qu'on ne craignît pas d'assurer qu'elle n'est pas parfaite; des événements peu éloignés peuvent y faire découvrir plusieurs vices essentiels. Alors hésitez-vous de porter la main à cette arche que vos devanciers ont voulu rendre sacrée, plutôt que d'exposer le salut de la Patrie ? Est-il un serment, est-il un devoir, est-il aucune considération qui puisse engager à opérer le malheur public ? » Arch. nat. D xl. 4. 69. 4 (Adresse lue à l'Assemblée le 26 février 1792).

(2) V. notre ouvrage : *La Logique d'une idée-force...* Livre II, 2^e partie : « Le parler des pétitionnaires et l'enchaînement de leurs idées fondamentales. »

de la souveraineté nationale que pour remplir ces saintes et augustes fonctions : *salus populi suprema lex* ; voilà la loi sous laquelle toutes les constitutions du monde doivent fléchir. Voilà celle devant laquelle vous devez incliner vous-même un front respectueux, et le Peuple lui-même assemblé en personne ne peut pas y porter atteinte, parce que le peuple ne peut pas vouloir la violation de ses propres droits et l'anéantissement de sa souveraineté. »

Dans cet état de la pensée des pétitionnaires, l'idée d'Assemblée Nationale est détachée de l'idée de Constitution et s'y oppose ; ainsi, tout à l'heure la contradiction de la pensée était simple lorsque le respect de la Constitution se changeait en une volonté de ne plus l'appliquer ; maintenant la contradiction est composée : à la contradiction sur l'idée de Constitution s'en ajoute une nouvelle, conséquence de la première, sur l'idée d'Assemblée Nationale. Si l'on tient compte de l'ensemble des associations d'idées de la pensée populaire que nous avons examinées (1), on peut encore découvrir dans les dernières lignes qui viennent d'être citées une nouvelle contradiction qui est, elle aussi, composée. On se souvient que chez les pétitionnaires le thème constitutionnel comporte une liaison Constitution-Peuple. Si l'on remarque que dans notre texte s'opère un remplacement de l'idée d'Assemblée Nationale par celle de Peuple (2), il est clair que l'opposition qui existait entre les idées de Constitution et d'Assemblée Nationale, s'établit maintenant aussi bien avec l'idée de Peuple.

La pratique de la contradiction se montre plus éclatante encore au moment où la Révolution entre en guerre avec les monarchies.

Nous savons que la Constituante s'était assigné par son

(1) V. *Op. cit.*, Liv. II, 2^e Partie.

(2) Cette substitution intéressante, du point de vue des liaisons d'idées, est visible dans de nombreuses pétitions qui déclarent que le peuple se sauvera lui-même, puisque l'Assemblée est impuissante. V. par exemple Procès-verbal de l'assemblée de la section de l'Arsenal, 29 juillet 1792. Arch. nat. C. 153. 284. 60.

décret du 22 mai 1790 (1) un idéal de paix en renonçant à l'esprit de conquête.

A la suite d'une évolution politique sur laquelle nous n'avons pas à revenir, la campagne en faveur de la guerre que l'on a vu prendre dans les pétitions des accents dramatiques devait associer les idées de Paix, de Liberté, de Constitution, de Bonheur public, à l'idée de Guerre. Si bien que l'on peut écrire après lecture de ces textes : Paix = Guerre; Liberté = Guerre; Constitution = Guerre. En nulle autre matière ne se manifeste mieux l'originalité de la pensée spontanée de cette époque qui, à l'inverse de notre pensée logique savante, viole le principe de contradiction.

Sans doute, les pétitionnaires sentent que la guerre heurte les déclarations de la Constituante et l'on peut suivre dans leurs adresses la marche de leurs sentiments :

« Lorsque la Nation française a solennellement déclaré qu'elle renonçait à tout esprit de conquête, qu'elle respectait le territoire de ses voisins, qu'elle regardait tous les peuples comme ses frères et ses amis et qu'elle n'entreprendrait jamais de guerre que pour la défense de ses lois et de sa liberté, elle était bien éloignée de croire que l'une et l'autre seraient sitôt attaquées (2). »

« Vous avez voulu plaider la cause de la liberté avant de prononcer la destruction de ses ennemis (3). »

Les tyrans « seront anéantis... par le fer d'un peuple qui ne s'en sert qu'à regret (4). »

Mais, après ces hésitations, bientôt les contradictions éclatent dans les termes mêmes dont il est fait usage :

« Il nous faut la paix; *la nation veut la paix, si elle ne peut*

(1) Art. 4.

(2) Adresse par les officiers municipaux et autres citoyens de la ville d'Anse (Rhône-et-Loire) s. d. Arch. nat. C. 149. 253. 4.

(3) Adresse de la société des Amis de la Constitution, séante au Concert, Lyon, s. d. Arch. nat. C. 149. 252. 19.

(4) Adresse de Michelot, perruquier, Paris, s. d. Arch. nat. C. 142. 151-152. 11.

l'obtenir que par la guerre, Législateurs, nous sommes prêts (1). » — « *Faut-il jusqu'à la dernière goutte de sang qui circule dans nos veines pour rendre la paix à la France, nous sommes prêts à la verser!* (2). »

« *La France désire la paix, mais elle est prête à la guerre* (3). »

Le même mouvement de pensée contradictoire affecte l'idée de Constitution, siège des principes politiques :

« Le peuple français a été forcé de faire la guerre pour l'affermissement de notre nouvelle Constitution, en écartant en ce moment les principes du Contrat social..., attendu que notre position nous enlève la faculté de le mettre en usage (4) », — et on rencontre des formules qui répliquent à celles qui tout à l'heure faisaient allusion à l'idée de paix :

« Nous voulons la Constitution et la Constitution toute entière. Nous venons de le jurer à votre exemple. *Pour la maintenir il faut la guerre* et la guerre le plus promptement possible. Nous la demandons, c'est notre vœu le plus ardent (5). »

Le plus grand nombre des pétitions que nous avons consultées contiennent la proposition contradictoire *Guerre-Liberté*. On y rencontre les formules suivantes :

« ... La guerre d'une nation libre qui ne prend les armes que pour conserver sa liberté (6). » — « Une guerre qui n'a pour but que de soutenir notre liberté (7). » — « La guerre pour la liberté (8). » — « La guerre la plus juste pour la liberté

(1) Adresse des volontaires du bataillon de la Vendée. Fontenay-le-Comte, 12 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 4. 84. 5.

(2) Discours pour accompagner l'offrande patriotique de la paroisse de Maisons, près de Charenton, 2 mai 1792. Arch. nat. C. 149. 247. 42.

(3) Adresse du bataillon des Filles-Saint-Thomas, s. d. Arch. nat. C. 141. 137. 16.

(4) Offrande des commis et employés dans les bureaux de l'administration du district de Châtillon-sur-Seine, 28 avril 1792. Arch. nat. C. 153. 284. 41.

(5) Adresse des citoyens de Chalon-sur-Saône, 22 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 4. 70. 2.

(6) Les administrateurs et procureur général syndic du département du Puy-de-Dôme, 1^{er} mai 1792. Arch. nat. C. 149. 248. 34.

(7) Pétition de Letellier, citoyen de la section des Invalides, s. d. Arch. nat. C. 149. 248. 8.

(8) A l'Assemblée Nationale, les citoyens grenadiers de la section de la Grange-Batelière, s. d. Arch. nat. C. 149. 248. 45.

de la Nation française (1). » — « Dites-leur : Nous armons le peuple pour la liberté (2). » — « Le feu sacré de la liberté va dévorer les monstres ligüés contre nous (3). » — « S'il faut les plus grands sacrifices, nous sommes prêts : tout est et sera pour la liberté entière que l'on cherche à nous ravir (4). »

De même les offrandes pour la guerre sont déposées pour « contribuer au maintien de la liberté (5). »

D'autres pétitions associent *Guerre* et *Bonheur* :

« La guerre... voilà ce que vous demandent tous les citoyens français, ce qu'ils demandent à grands cris à leur roi constitutionnel pour son *bonheur* et pour le nôtre (6). » — « C'est la première guerre qui ait eu pour objet le bonheur des peuples (7). » Ainsi, au sentiment du bonheur public interne, l'idée de guerre ajoute une nouvelle liaison, le bonheur public international.

Les formules qui viennent d'être relevées montrent des liaisons simples qui s'établissent entre l'idée de guerre et telle grande notion révolutionnaire; mais il existe aussi des liaisons composées qui témoignent de cette volonté argumentatrice dont l'étude de la réforme de l'État nous avait déjà offert des exemples. De nouveau, à l'idée de guerre on rattachera,

(1) Adresse des administrateurs du directoire, procureur général syndic et secrétaire général du département du Lot, 20 mai 1792. Arch. nat. C. 149. 253. 30.

(2) Adresse s. d. n. l. Arch. nat. D XL. 4. 88. 4.

(3) Adresse de la commune de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), 9 août 1792. Arch. nat. D XL. 7. 13. 74.

(4) Pétition des citoyens et citoyennes de la section des postes du bataillon de Saint-Eustache, s. d. Arch. nat. C. 153. 284. 14. On peut rapprocher de ces pétitions ces paroles de Brissot qui révèlent la même attitude de pensée : « Il faut décider une bonne fois à la pointe de l'épée si le génie de la liberté doit éternellement succomber sous le despotisme. » Discours de J.-P. Brissot, député, sur les dispositions des puissances étrangères relativement à la France et sur les préparatifs de guerre ordonnés par le roi, prononcé à l'Assemblée Nationale, le 29 décembre 1791, p. 29. Arch. nat. D xv. 41.

(5) Offrande de L.-J. Baradelle, libraire, Paris, 2 mai 1792. Arch. nat. C. 149. 247. 43.

(6) Adresse à l'Assemblée Nationale de 500 citoyens de Strasbourg. R[ègle] le 19 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 4. 66. 1.

(7) Les juges et commissaire du roi du tribunal de district de Civray (Vienne), 20 juillet 1792. Arch. nat. C. 153. 284. 39.

dans la pensée spontanée, soit des axiomes accouplés — *Liberté-Égalité*; *Liberté-Souveraineté*; — soit un axiome et une idée morale, comme le sentiment d'honneur, *Liberté-Honneur*; ou bien encore on adjoindra à l'axiome un ensemble plus large, par exemple, le thème de constitution ou celui du bonheur public; alors on associera à l'idée de guerre des ensembles : *Liberté-Constitution*, *Liberté-Bonheur*.

« Tous les habitants périront avant de laisser porter atteinte à la *liberté*, à l'*égalité* (1). » — « Une nation libre qui ne prend les armes que pour *conserver sa liberté* et qui est prête à les quitter, lorsque les rois des nations voisines *reconnaîtront sa souveraineté* (2). » — « L'*honneur* de la Nation française, sa *dignité* blessée, l'intérêt de sa *liberté*, l'ont forcée d'entreprendre la guerre (3). » — « Une guerre qui n'a pour but que de soutenir notre *liberté* et notre *Constitution* (4). » — « Ils [les citoyens] attendent le signal de l'attaque qui doit affermir notre *liberté* et notre *bonheur* (5). »

En résumé, les exemples précédents nous révèlent chez les révolutionnaires de 1789, une pensée qui déroge à la logique traditionnelle qui nous est enseignée et sur laquelle nous établissons notre vie intellectuelle consciente.

Qu'il s'agisse de la pensée des députés, qu'il s'agisse surtout de la pensée populaire telle qu'elle se manifeste dans les pétitions, des oppositions sur le sens des idées fondamentales comme celles de liberté, de constitution, de souveraineté, de paix et de guerre, de royauté, d'Assemblée Nationale, — sont à noter à tout instant; ces oppositions vont jusqu'à installer la contradiction au sein de la pensée sociale. Toutes ces notions sont en effet

(1) Délibération de la ville de Condé-sur-Noireau, (Calvados), 29 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 7. 13. 61.

(2) Les administrateurs et procureur général syndic du département du Puy-de-Dôme, 1^{er} mai 1792. Arch. nat. C. 149. 248. 34.

(3) Les membres du tribunal du district de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), 15 mai 1792. Arch. nat. C. 149. 252. 33.

(4) Pétition de Letellier, précit.

(5) Adresse des citoyens libres de la ville de Vesoul, 23 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 4. 69. 9.

associées avec une proposition qui les détruit du type *paix-guerre*, et l'on peut dire que la pensée sociale spontanée s'exprime, dans les textes que nous avons examinés, sous la forme :

$$A = \text{non } A.$$

schéma qui nous semble mettre en valeur un trait dominant de ses démarches.

CHAPITRE II

LE JEU DES INTERFÉRENCES DANS LA PENSÉE SPONTANÉE

La proposition contradictoire précédente n'est qu'une manifestation la plus poussée des très nombreuses interférences qui s'observent sur le trajet de la pensée spontanée. C'est un fait capital, en effet, que celle-ci est conditionnée non pas seulement par des éléments logiques, mais surtout par des éléments extra-logiques, dont il est intéressant de mesurer l'importance. Ces interférences, nous les connaissons par l'étude que nous avons faite des idées et des sentiments chez les pétitionnaires. Ce sont des sentiments profonds : la Liberté, la Constitution, la Patrie, le sens de la Justice, de la dignité humaine, l'amour de l'Assemblée Nationale; des élans religieux; ce sont aussi des éléments de faits; chaque accident de la crise révolutionnaire a sa répercussion dans la pensée populaire et la teinte d'une nuance particulière, la Patrie en danger avive le patriotisme, excite l'angoisse, l'indignation. Nous avons indiqué l'influence de ces divers facteurs dans la psychologie collective.

Il est nécessaire ici de montrer par des exemples, comment ces interférences s'associent les unes aux autres pour constituer une pensée organisée, et quelles déviations elles impriment aux idées fondamentales des hommes de la Révolution.

De ce point de vue, on peut distinguer dans les pétitions, une interférence des faits, puis des idées politiques entre elles, des interférences des idées entre elles, puis des idées et des

sentiments entre eux; enfin, des interférences qui affectent à la fois des idées, des sentiments et des faits entre eux.

1. — Pour les interférences venant des faits, la déclaration de la Patrie en danger nous fournit un bon exemple.

Cet événement provoque chez les pétitionnaires, le déclenchement du thème de pensée politique que nous savons, contenant les idées de liberté, de constitution, de souveraineté, de nation.

Les formules : « La *liberté* est menacée, la Patrie est en danger (1). » — « La *Nation* est trahie (2) » —, sont les plus concises; mais les liaisons d'idées que nous connaissons, le thème de la constitution et les représentations affectives qui s'y rattachent sont, dans la grande majorité des textes, appelés en bloc à la vie :

« La Patrie est en danger, disent, par exemple, les citoyens de Seurre (Côte-d'Or); la *liberté* est de toute part assaillie, le pouvoir exécutif détruit la *Constitution* par la Constitution même... la *Nation* ne reprendra point les fers qu'elle a brisés... elle ne perdra point son droit de *souveraineté* (3). »

— On voit aussi la déclaration de la Patrie en danger provoquer l'apparition de cette idée que c'est au peuple à assurer le salut du pays :

« Avisez à des moyens sûrs... de sauver la patrie que vous venez de déclarer en danger, ou dites-nous avec une franchise qui réponde à notre confiance que vous ne le pouvez pas, *afin que nous nous sauvions nous-mêmes* (4). » — « Le cri général de la France annonce que la *liberté* est en danger. Vos sages décrets l'ont prévu, mais ils ne peuvent la sauver

(1) Adresse des citoyens libres de Tarbes, 5 juillet 1792. Arch. nat. C. 154. 292⁴. 19.

(2) Adresse des fédérés du Calvados, du Bas-Rhin, de l'Ardèche, du Nord, de la Charente, de la Haute-Saône, de l'Auvergne, du Doubs, etc., 17 juillet 1792. Arch. nat. C. 154. 292⁴. 26.

(3) Adresse des citoyens de Seurre (Côte-d'Or), s. d. Arch. nat. D XL. 8. 20. 37.

(4) Adresse des fédérés de la ville de Beaune, 18 juillet 1792. Arch. nat. C. 154. 292⁴. 29.

sans le concours du *peuple*. Il est debout... Nous accourons aux accents plaintifs de la Patrie (1). »

Et sur cette idée du recours au peuple se greffe des appels pressants, où interfèrent les idées de *peuple*, de *salut public* avec les sentiments d'*angoisse*, d'*enthousiasme guerrier* :

« Législateurs, vous avez voulu décréter la guerre..., depuis trois ans au moins toutes les puissances infernales s'efforcent de plus en plus de dévaster ce bel empire; au dehors et au dedans il est horriblement menacé... Faites gronder, Législateurs, la foudre nationale; *frappez*, il en est temps, *frappez*..., que les coupables soient anéantis... Prévenez la légitime *vengeance d'un peuple libre* qui s'ébranle au cri du danger de la patrie. Tout en jetant le cri, vous vous taisez sur les causes de ce danger, mais ce *peuple* qui connaît la profondeur de ses maux et leurs auteurs, comprend parfaitement votre silence; il est *indigné* de toutes les perfidies, bientôt *il se sauvera lui-même*, si vous êtes impuissants pour le sauver. Quant à nous, portion de ce peuple si patient, nous venons, Législateurs, vous assurer que votre cri a *pénétré nos âmes*... *Guerre aux tyrans*, guerre aux despotes... (2) »

D'autres fois, le fait interfère avec les idées contradictoires que nous avons exposées tout à l'heure. C'est ainsi que la *Patrie* en danger qui interfère avec l'idée de *Constitution*, interférera aussi avec l'idée de « *salut du peuple* » présentée comme son contraire :

« Vous avez déclaré que la patrie est en danger... C'est à vous, représentants du peuple, de décider s'il vaut mieux renverser la Constitution que de la sauver par un moyen que les premiers législateurs ont oublié de vous indiquer... Si la *Constitution* ne décide pas, Législateurs, *le salut du peuple est la suprême loi* (3). »

(1) Adresse des citoyens de Dôle, juillet 1792. Arch. nat. C. 154. 292². 34.

(2) Procès-verbal de l'assemblée générale des citoyens et citoyennes de la section de l'Arsenal, 29 juillet 1792. Arch. nat. C. 153. 284. 60.

(3) Extrait du registre des délibérations de la commune de Vesoul, 30 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 4. 69. 7.

Ailleurs, ce sont les incohérences et la mauvaise organisation des opérations militaires qui provoquent les craintes des pays frontières.

« Nous ne saurions vous peindre l'état de *dénuelement* dans lequel notre armée a languï jusqu'à présent, ni les odieuses manœuvres de quelques officiers qui cherchent à séduire les soldats, ni les opérations ruineuses de quelques entrepreneurs qui sont chargés des fournitures. Les gardes nationales sont en partie sans armes, nous ne savons où en prendre, et encore moins si on fait quelques démarches pour nous en procurer... Nous ne pouvons dissimuler à l'Assemblée Nationale que si elle ne prend des mesures convenables aux circonstances, elle doit craindre ou une *explosion terrible*, ou une *désorganisation totale* (1). »

2. — Les interférences des idées politiques ou sociales entre elles nous amènent à recueillir quelques-uns des maillons de la chaîne de pensées que forment les idées de *principes politiques*, de *constitution*, de *liberté*, de *patrie*, de *bonheur public*, de *utilité publique*, de *loi*, que nous avons étudiées dans notre thèse principale.

C'est ainsi qu'on lit :

« ... Plus je considère la *Constitution* française, plus je l'admire et la trouve conforme aux vrais *principes de la liberté*... Citoyens, si vous voulez sauver la *Patrie*, il est temps que vous leviez le voile qui vous couvre les yeux. L'ennemi vous attaque dans la partie la plus essentielle de votre *bonheur* : il veut vous faire rentrer dans l'esclavage... Souffrirez-vous un pareil attentat à votre *liberté* ? (2). » — « ... Si la *Patrie* avait besoin de nos bras, nous l'avons aussi juré, vous nous verriez périr plutôt que de souffrir la plus légère

(1) Les administrateurs du directoire du département de l'Isère, 17 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 11. 37. 5.

(2) Adresse de Chabals, juge de paix, Saint-Pierre-ville (Ardèche), 5 août 1792. Arch. nat. D XL. 6. 6. 12.

atteinte à la *Constitution*... Puissent ces aveugles ennemis de la Patrie... sentir enfin que leur *bonheur particulier* ne peut se trouver que dans le *bonheur général* (1). » Et encore : « Nous oublions notre infortune particulière pour ne voir que le *bonheur général, fruit chéri de notre Constitution*... Le seul peuple heureux est celui qui jouit d'une *Constitution* fondée sur des *lois* sages dictées par la *Liberté* (2). »

On voit que dans ces formules le thème de la constitution introduit celui du bonheur public, ainsi que des idées techniques comme celle de loi, et des axiomes comme celui de liberté.

En 1792, les idées de *liberté*, de *patrie*, de *loi*, de *constitution*, de *justice*, interfèrent avec les idées de *paix* et de *guerre*, qu'elles prétendent expliquer.

« Je leur dis souvent aux soldats citoyens : nous qui venons pour la même cause, faut-il qu'il y ait si peu d'obéissance, nous qui devons mourir sous le drapeau de la *liberté* qui ne serait abandonné que lorsqu'il n'y aura plus de défenseurs de la patrie ! Mais, moi qui suis bas-officier... mon but était de leur faire entendre que s'ils s'écartaient de la ligne qu'ils venaient de reconnaître, encore une fois le glaive de la *loi* les attendrait pour les frapper, à l'instant même où ils sortiraient de la route que leur trace la *Constitution*. Nous n'en serions que plus grands si, dans la cruelle nécessité de faire la guerre il n'y a pas un seul peuple qui puisse reprocher à la nation d'*avoir négligé quelque moyen de l'éviter*... Ah ! qu'on les convertisse en armes ces fers que nous avons porté avec résignation et nous jurons d'être invincibles dans la *cause de la liberté que nous défendons*... C'est devant vous, illustres Représentants,... c'est en vos mains que nous déposons le serment d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi et de *maintenir* de tout notre pouvoir la *Constitution* décrétée par l'Assemblée Nationale, et de vous deman-

(1) Offrande patriotique des employés du Mont-de-Piété, s. d. Arch. nat. C. 149. 247. 1.

(2) Offrande patriotique à l'Assemblée Nationale de la commune de Vaugirard (département de Paris), s. d. Arch. nat. C. 153. 284. 7.

der [*sic*] au nom de la *justice éternelle* de nous préserver de l'esclavage et nous donner la postérité (1). »

Les interférences ne s'observent pas d'ailleurs qu'à l'intérieur des idées politiques ou sociales; on peut aussi relever des interférences entre ces idées et des notions qui relèvent de la vie mentale, comme celle de *volonté*.

« Montrez donc à tous les peuples de la terre qu'il n'est point d'autre sceptre que celui de la *loi* assise sur la *Déclaration des droits*, enfin que les hommes sont faits pour être libres et que pour l'être ils n'ont qu'à le *vouloir* (2). »

Mais l'idée de volonté, idée rationnelle, est aussi un sentiment, comme le montrent les pétitions que nous allons maintenant examiner.

3. — L'influence considérable des éléments affectifs dans la pensée des révolutionnaires, particulièrement dans sa forme populaire et collective, explique que les interférences entre les idées et les sentiments soient les plus nombreuses; elles sont caractéristiques des démarches de la pensée que nous nous efforçons d'étudier.

Aspect affectif des grandes idées de Liberté, de Constitution, de Patrie; résonances à tendance mystique des adresses; émotivité dans la reconnaissance envers l'Assemblée; crainte pour l'œuvre tant désirée, la Constitution; indignation enfin contre ceux qui la menacent, — voilà les sentiments qui forment, nous le savons, l'ambiance de la pensée spontanée. Ce sont eux qui tout naturellement serviront de point d'appui aux idées rationnelles; il se forme alors des alternances entre idées rationnelles et sentiments que nous allons suivre dans les textes.

Le phénomène s'observe entre les thèmes généraux de

(1) Adresse de Mariot, sergent de la compagnie du Marais (Indre-et-Loire), à Soissons, 28 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 4. 84. 2.

(2) Adresse des citoyens de Saint-Laurent-de-Combes (Charente). R[ègle] le 8 août 1792. Arch. nat. D LX. 8. 15. 23.

pensée, comme celui de constitution, où les idées qui en émanent, comme celles de liberté, de souveraineté, de raison —, et les sentiments qui s'attachent à ces idées, tels que l'élan vers la liberté, le sentiment de reconnaissance à l'égard de l'Assemblée, les angoisses du peuple qui craint de voir sombrer ses conquêtes politiques, l'enthousiasme guerrier, etc.

Les pétitions que nous avons choisies montrent dans l'ordre qui vient d'être indiqué les interférences entre les idées rationnelles et les sentiments.

a) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE LIBERTÉ, DE DROITS DE L'HOMME, D'UTILITÉ COMMUNE, D'ÉGALITÉ, DE RAISON, D'OPINION PUBLIQUE, DE VOLONTÉ GÉNÉRALE, DE VERTU, AVEC LES SENTIMENTS D'ADORATION A L'ÉGARD DE LA CONSTITUTION, DE JUSTICE, DE BONHEUR, D'ÉLAN GUERRIER.

« La patrie est en danger, vous venez de le déclarer à tout l'Empire; autrefois cette déclaration eût été le signal de la terreur, elle n'a été que le signal du ralliement. L'homme que la servitude opprime et qui n'a que des chaînes à défendre méconnaît ses forces, *l'homme que la liberté éclaire* et qui a des fers à redouter sent à chaque instant le besoin de ses forces s'accroître autant que son courage.

« *Les droits de l'homme* pourraient s'effacer sur le bronze, jamais ils ne pourront s'effacer dans le cœur des Français.

« C'est en vain que des parricides appellent sur leur patrie tous les fléaux dévastateurs... et qu'ils voient avec une joie barbare des troupes nombreuses s'avancer vers nos frontières. La tyrannie ne fit jamais que des esclaves : *la liberté seule fit des héros*. De son souffle elle abattra les soldats du despotisme et, à sa voix, s'élèveront des murs d'airain pour garantir son domaine... *Tous les Français sont soldats*; nous nous ensevelirons sous nos remparts renversés plutôt que de survivre à l'invasion des puis-

sances étrangères... Levez-vous donc, Législateurs, tous ensemble... Rappelez aux Français que, las d'un gouvernement qui n'était qu'un pouvoir illégal puisqu'il existait sans Constitution, *ils chargèrent leurs premiers représentants de créer une Constitution*; qu'à travers les combats de l'intérêt et de l'orgueil, sur les ruines de préjugés, de privilèges et d'abus que la *raison* réprouvait..., les *droits de l'homme* furent proclamés et la *Constitution* assise sur les bases de la *justice éternelle*; rappelez-leur... qu'il n'est aucun Français qui n'ait fait le serment de la maintenir... Dites-leur que la Constitution elle-même s'est remise à votre fidélité, à la vigilance des pères de famille, des épouses et des mères, à l'affection des jeunes citoyens et au courage de tous les Français, et que, comme les pères de famille, les épouses et les mères, les jeunes citoyens et tous les Français, vous conserverez dans toute son intégrité *un dépôt aussi cher*; dites-leur qu'une époque a été aménagée pour profiter du bienfait de l'expérience et prévenir la durée des erreurs, mais que jusqu'à ce temps, la Constitution est devenue l'*arche sainte* sur laquelle on ne peut porter une main *sacrilège*, sans être frappé de mort... Législateurs, pour sauver la Patrie, vous avez déjà fait beaucoup en préservant ainsi la Constitution de toute atteinte; mais ce n'est pas assez, dégagez encore sa marche des entraves qui la gênent... Souvenez-vous que les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'*utilité commune*, que l'*égalité* est la première des lois comme elle est la première base de la Constitution et que les pouvoirs constitués n'existent que par elle et que pour elle..., que le Roi lui-même descende du rang que lui donne la Constitution s'il n'use de l'autorité qu'elle lui délègue que pour la renverser, mais que votre détermination ne soit qu'une mesure de *justice* et non de soupçon.

« Législateurs, deux leviers puissants sont entre vos mains, l'*opinion publique* et la *volonté nationale*, faites mouvoir cette masse de puissance pour fixer la destinée incertaine de 25 millions d'hommes, pour consolider leur

bonheur et celui des générations qui dorment encore dans la nuit des temps, mais qui, en héritant de nos *vertus* ne s'éveilleront que par la liberté (1). »

Dans cette pétition, on voit non seulement que des sentiments s'accolent à l'idée rationnelle de Constitution, mais que celle-ci devient elle-même un sentiment profond, l'idée rationnelle possédant dans la pensée spontanée une face affective dont l'importance a été signalée.

b) INTERFÉRENCE DE L'IDÉE DE RAISON ET
DES SENTIMENTS DE LIBERTÉ ET DE SACRIFICE.

« Monsieur le Président,

« Nous déposons par votre organe sur l'Autel de la patrie la somme de quatre cents livres. Ce tribut est bien faible sans doute, mais il n'est que le prélude de ce que nous espérons faire.

« Nos sacrifices croîtront avec les besoins de l'empire; et si par une fatalité aveugle, on voit triompher les ennemis du peuple qui a brisé ses fers, si la *raison* doit encore une fois s'éclipser sous les ténèbres des préjugés, notre résolution est prise d'avance et rien ne sera capable d'en changer la ferme détermination. *Honteux de survivre à la liberté* de notre patrie, *indignés de n'avoir pu la conserver*, nous périrons avec elle et son tombeau sera aussi le nôtre (2). »

(1) Adresse du conseil du département de l'Allier. Arch. nat. D XL. 6. 3. 2. Renvoyée à la Commission extraordinaire des Douze, 26 juillet de l'an IV^e.

(2) Les administrateurs du directoire et procureur syndic du district de Clamecy (Nièvre), 28 avril 1792. Arch. nat. C. 149. 247. 17.

c) INTERFÉRENCE DE L'IDÉE DE SOUVERAINETÉ ET DU SENTIMENT DE RECONNAISSANCE ENVERS L'ASSEMBLÉE.

« Vous les avez enfin rendues ces deux lois tant désirées [contre les émigrés et contre les prêtres] et un concert de louanges s'est élevé pour vous en bénir. Nous venons unir notre voix à *cette harmonie universelle de la reconnaissance publique* et faire retentir ce temple de nos *actions de grâce*. Oui, Législateurs, vous avez bien mérité de la Patrie *et vous avez été les fidèles organes de la volonté du souverain* (1). »

d) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE DROITS IMPRESCRIPTIBLES, DE LOI, D'ASSEMBLÉE NATIONALE, DE PROPAGANDE INTERNATIONALE, AVEC LE SENTIMENT D'HONNEUR ET DE JOIE D'OBÉIR.

« Nous marchons à grands pas dans le chemin de l'honneur qui doit à jamais maintenir les Français dans l'*imprescriptibilité de leurs droits*... Nous ne pouvons nous empêcher de le répéter, où la *loi* parle, le *cœur* d'un Français suit son impulsion, il palpite du plaisir de lui obéir. Et c'est donc *entre vos mains*, intrépides représentants, que gît le salut d'une nation si digne d'être libre; de toutes parts *elle vous tend les bras* et attend avec impatience le signal où le glaive exterminateur de la loi anéantira nos ennemis et *propagera chez les despotes du Nord cette liberté qu'ils redoutent tant*... *mais que les peuples attendent avec impatience*, pour se réunir sous l'étendard de la Liberté (2). »

(1) Adresse individuelle des citoyens composant la Société fraternelle, séante à la Bibliothèque des Jacobins-Saint-Honoré, s. d. Arch. nat. C. 141. 135. 2.

(2) Adresse de la Société des amis de la constitution de Châtellerault, 15 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 4. 80. 1.

e) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE DROITS DE L'HOMME, DE LIBERTÉ, AVEC L'IDÉE MORALE DE RACHAT ET LE SENTIMENT DE RECONNAISSANCE ENVERS L'ASSEMBLÉE.

« Vous voyez devant vous une association de cordonniers. *Relégués* autrefois par les préjugés dans une classe obscure et ignorée, souvent l'objet du *dédain* aussi insensé qu'insultant de cette espèce d'homme superbes et durs dont vous avez purgé l'empire, nous étions sans droits et *vous nous en avez donnés*, nous étions esclaves et *vous nous avez rendus libres...* *Grâces immortelles vous soient rendues* pour cet éternel bienfait (1). »

f) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE SOUVERAINETÉ DU PEUPLE, D'ASSEMBLÉE NATIONALE, D'UNITÉ, DE NATION, AVEC LES SENTIMENTS DE CIVISME, D'AMOUR-ENVERS LES REPRÉSENTANTS, DE PATRIOTISME, DE FÉLICITÉ, AVEC L'IDÉE MORALE DE VERTU CIVIQUE.

« La nation vous a investis de sa puissance, le *peuple souverain* vous a armés de sa vengeance... Vous êtes le *centre d'unité* où se rallieront toujours les Français patriotes... Transportez-vous en idée sur la surface de la France libre, vous y verrez l'arbre civique planté jusque dans le plus petit bourg et surmonté du bonnet de la liberté. Représentez-vous le peuple le plus doux, le plus humain de la terre... chantant l'*hymne du civisme* et répétant avec *ivresse les noms de ses représentants* qui se montrent dignes du pouvoir suprême dont ils les a revêtus. Législateurs, reportez ensuite vos regards sur vous-mêmes et vous sentirez vos cœurs s'enflammer du *patriotisme brûlant* qui peut faire naître dans toutes les âmes

(1) Offrande patriotique d'une association civique de cordonniers, s. d. n. l. Arch. nat. C. 149. 249. 36.

les *vertus civiques* qui font la *félicité* de l'espèce humaine...
 Levez-vous au nom de la *Nation* toute entière (1). »

g) INTERFÉRENCE DES IDÉES D'ASSEMBLÉE
 NATIONALE, DE LIBERTÉ, D'ÉGALITÉ DE DROITS,
 DE VÉRITÉS POLITIQUES, DE PEUPLE, D'AXIOMES,
 D'OPINION PUBLIQUE, DE VOLONTÉ GÉNÉRALE,
 DE DROITS DE L'HOMME, DE DROITS DES NATIONS,
 DE PATRIE, AVEC LES SENTIMENTS DE LIBERTÉ,
 D'ANGOISSE, DE DÉVOUEMENT, DE JUSTICE.

« Votre premier serment et celui de tous les vrais citoyens a été de vivre libre ou de mourir. C'est sur votre fidélité à ce serment que le salut de l'Empire se trouve réuni entre vos mains et que *vous serez le point de ralliement* de tous les amis de la Patrie.

« La *liberté* est un attribut de la nature humaine, l'homme en société ne peut cesser d'être ce que la nature l'a fait et la législation humaine la plus parfaite sera celle où les facultés naturelles de l'homme ne seront restreintes qu'autant qu'il sera le plus strictement nécessaire pour que tous jouissent des mêmes droits...

« Pendant nombre de siècles, il est vrai, la terre s'est vue couverte de tyrans de toute espèce qui, par la perfidie, le mensonge, le fanatisme... étaient parvenus à jeter un voile affreux sur des *vérités éternelles* et à dégrader l'espèce humaine. Mais la Révolution française a déchiré le voile sacrilège... le *peuple* a senti sa puissance et aujourd'hui *nous avons une patrie*.

« Les *principes de notre régénération* sont immuables parce qu'ils sont puisés dans la nature même, ils sont divins... Législateurs, investis de la confiance de la Nation, soyez forts de l'*opinion publique*, c'est votre juge, c'est votre soutien, avec elle nulle puissance au monde n'est égale à la vôtre. Si les lois doivent être l'expression de la *volonté générale*, comme l'Assemblée Constituante

(1) Adresse des citoyens de la ville de Loches, R[éçue] le 8 juillet [1792]. Arch. nat. D XL. 11. 36. 3.

n'a laissé au peuple aucun mode d'exprimer sa volonté et a borné tout l'exercice de sa souveraineté à élire ses représentants, c'est l'*opinion publique* qui doit y suppléer et qui vous montrera toujours les *droits naturels de l'homme et des nations* pour la règle et la mesure de vos décrets.

« Les ennemis de la Patrie préparent de grands coups, toutes les manœuvres imaginables sont combinées pour *détruire notre liberté...* La Patrie n'est-elle pas *trahie* par presque tous les agents du pouvoir exécutif ? Ne sont-ce pas des aristocrates qui tiennent nos villes frontières, nos arsenaux et nos munitions ? Ne sont-ce pas des aristocrates qui commandent nos troupes de ligne, qui ont excité des insurrections dans plusieurs régiments ? Ne voyons-nous pas des aristocrates jusque dans les corps administratifs, les municipalités, et les tribunaux ? Enfin ne sont-ce pas des aristocrates qui sont nos ambassadeurs près des puissances étrangères ?

« Législateurs, quels que soient les efforts, les trahisons de nos ennemis tant intérieurs qu'extérieurs, vous serez fermes au milieu de l'orage. Dans notre dénuement et notre union, *la liberté nous fournira toujours des armes* qui ont fait pâlir les tyrans. Si notre sang a su couler souvent pour les caprices des despotes, *nous saurons le verser généreusement pour le salut de la patrie* ; la liberté triomphera et vous serez à même de faire une *justice* sévère des traîtres et des méchants qui auront voulu blesser les *droits sacrés de l'homme* et outrager la majesté du *Peuple* que vous représentez... La justice est le soutien des empires, et c'est nuire aux bons que de ne pas punir les méchants (1). »

(1) Adresse de plusieurs citoyens de la ville de Lure (Haute-Saône), lue à l'Assemblée, le 26 février 1792. Arch. nat. D XL. 4. 69. 4.

h) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE CONSTITUTION, DE JUSTICE, DE LIBERTÉ, DE DÉLIVRANCE DES PEUPLES, AVEC L'ÉLAN GUERRIER ET LES SENTIMENTS QUE LA CONSTITUTION ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE INSPIRENT.

« La France *veut la constitution toute entière*, ou veut périr toute entière avec elle. Législateurs, du sanctuaire des lois ce cri a retenti jusqu'aux limites de l'Empire; toutes les bouches le prononcent avec transport, il est gravé dans *tous les cœurs*. Les despotes couronnés et les rebelles voudraient arrêter cet *élan sublime aux frontières*, mais leurs efforts seront impuissants; nous nous rions de leur colère, nous bravons leurs menaces... *Le jour de la justice* est arrivé et le trône des tyrans s'est ébranlé..., ils sont anéantis. O vous, qui avez établi votre puissance sur la ruine des peuples, vous qui avez méconnu leurs droits, qui fîtes servir de jouets à vos passions, à vos intrigues, à vos crimes, les hommes que vous appeliez vos sujets... Tyrans ambitieux et féroces, tremblez : *les Français courent aux armes pour défendre la liberté* qu'ils ont conquise et *pour délivrer enfin l'humanité* du joug honteux sous lequel elle gémit depuis tant de siècles... *Législateurs, gloire à vos travaux*, honneur à votre civisme; nommez les traîtres et nous volons pour les combattre et en purger la terre. Les dragons de la garde nationale sont en petit nombre, mais s'ils marchent à l'ennemi, chacun d'eux *portera sur la poitrine l'acte constitutionnel* et la lame d'un esclave se brisera sur cette armure (1). »

i) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE GUERRE, DE LOI, DE VERTU, DE PROPAGANDE INTERNATIONALE, DE PROPRIÉTÉ, DE CONSTITUTION, AVEC LES SENTIMENTS DE PATRIOTISME, DE FERMETÉ, D'UNION, DE SOL NATAL ET DE FOYER, DE LIBERTÉ, DE SACRIFICE, DE JUSTICE INTERNATIONALE.

« Législateurs du peuple français devenu libre, nous

(1) Adresse des dragons de la garde nationale de Lorient, 27 janvier 1792.
Arch. nat. D XL. 3. 54. 1.

venons ajouter aux dons déjà destinés aux frais de notre *juste guerre* une offrande qui n'est que du rang des plus légères, mais accompagnée d'un *patriotisme* qui marche au rang des plus forts; *nous nous dévouons* sans réserve pour le soutien de la *loi*, cette loi qui sait récompenser la *vertu* et punir le crime sans distinction; elle trouvera dans nos bras la défense et le soutien qu'elle exige. Nous serons *fermes*, inébranlables et toujours *unis*, car notre union fera notre force, notre gloire... alors les despotes nous verront avec regret et *les peuples avec envie*; ce n'est pas l'orgueil du despotisme que nous sommes prêts à défendre, ce sont nos *propriétés*, c'est *le toit qui nous a vu naître*, c'est la *terre qui nous nourrit*. Oui, *nos cœurs sont autant d'autels de la patrie où brûle sans cesse le pur encens de la liberté*, et où nous répétons le serment sacré de vivre libres ou mourir. Nous jurons que si jamais l'aristocratie triomphait, ce ne serait que sur les débris de nos corps baignés dans leur sang, car le dernier d'entre nous terrassé et mille baïonnettes prêtes à fondre sur lui, trouvera plus de gloire dans la mort qu'à se soustraire à une capitulation honteuse qui lui prolongerait quelques jours d'esclavage; mais nous espérons que le berceau de nos travaux sera le *tombeau des abus de l'Europe entière* et que notre *Constitution* sera comme un rocher au milieu d'une mer orageuse où viendront se briser les flots écumeux de la rage despotique. Nos citoyennes, jalouses de partager l'avantage de faire une offrande à la patrie se joignent à nous et jurent de la défendre de tout leur pouvoir; elles travailleront avec ardeur à élever des enfants qui, allaités du *lait de la Constitution*, nous succéderont pour la soutenir (1). »

(1) Adresse s. d. n. l., sans signature. Arch. nat. C. 153. 284. 9.

j) INTERFÉRENCE DES IDÉES DE PROPAGANDE INTERNATIONALE, DE LOI ET DE CONSTITUTION, DE MÉRITE, AVEC LES SENTIMENTS D'ADMIRATION, DE LIBERTÉ, LE DÉSIR DE COLLABORER A LA CHOSE PUBLIQUE, DE SAUVER LA PATRIE, LE SENTIMENT DE JUSTICE, LE SENS ESTHÉTIQUE DE LA CONSTITUTION, LIAISON DES IDÉES CONTRADICTOIRES DE GUERRE ET DE CONSTITUTION.

« Fidèles coopérateurs de l'exécution des lois sublimes que la sagesse de l'Assemblée Nationale a dictées à l'Empire français, et qui *deviendront bientôt celles de tout l'univers*, nous n'en n'apercevons que mieux les *beautés* et la *grandeur*. Déjà circule dans nos veines le *feu sacré de la Liberté* ; déjà nous sentons germer dans nos cœurs cette noble ambition que doit nécessairement faire naître une *Constitution* qui ne distingue les hommes que par les *vertus* et les *talents*. Il n'en est aucun d'entre vous qui *ne sacrifie* tous ses moments *pour la chose publique*. Brûlants du désir de *remplir les devoirs d'enfants de la patrie*, nous voudrions pouvoir *nous multiplier* et nous porter partout en même temps. L'instant est arrivé où le Français a besoin de réunir toutes ses forces pour *défendre son territoire* et faire respecter ses *lois*. Faut-il que les travaux qui nous sont confiés, que les devoirs qu'ils nous imposent ne puissent nous permettre... de nous joindre à nos frères d'armes et de partager à l'envi la gloire de sauver la patrie, nous qui sommes prêts à jurer *pour la Constitution* le plus entier *dévouement* et le zèle le plus infatigable parce qu'*une institution aussi belle* ne pouvait être attaquée que parce que malheureusement il est dans la nature qu'il y ait des *hommes injustes* !... Déjà nous voyons de toutes parts les bons amis de la liberté s'empresser à l'envi de venir à son secours, par l'offrande de dons multipliés depuis que le peuple français *a été forcé de faire la guerre pour l'affermissement de notre nouvelle Constitution* (1). »

(1) Offrande des commis et employés dans les bureaux de l'administration

k) INTERFÉRENCE DES IDÉES D'ÉGALITÉ, DE DROITS CIVIQUES, DE POUVOIR LÉGISLATIF, D'INTÉRÊT GÉNÉRAL, AVEC LES SENTIMENTS DE JUSTICE, DE PATRIOTISME, DE BONHEUR DANS L'UNION.

« En fixant les *droits des citoyens*, en les garantissant à jamais des dangereux effets d'une autorité arbitraire, en fondant sur leur *égalité*, la base constitutive de l'État, en restituant à la Nation l'exercice de l'*autorité législative* que nous devons tous respecter, en fixant invariablement la *justice* des peines prononcées contre le crime, par tous les moyens que vous avez pris pour soustraire l'innocent à l'erreur de son juge et le coupable à l'impunité, vous avez, Messieurs, appelé toutes les *vertus* à concourir à notre *bonheur* ; elles se développent toutes sous l'influence d'un *patriotisme* ardent et profond qui *liant à un seul intérêt les intérêts de tous*, assurera la prospérité commune (1). »

Ou bien encore, le sentiment interfère avec l'idée morale ou avec l'idée rationnelle.

« Ce feu divin qui fait de chaque citoyen un ami de son pays, [devient] le *principe d'une nouvelle vie morale et politique* (2). »

l) INTERFÉRENCE DE L'IDÉE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DU SENTIMENT D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

Que l'on se souvienne ici des très nombreux textes qui contiennent les formules « bien général », « bien commun », « intérêt public », « utilité publique », « avantage général ». — A ces expressions d'ordre rationnel corres-

du district de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), 28 avril 1792. Arch. nat. C. 153. 284, 41.

(1) Adresse de la municipalité de Lyon, 14 avril 1790. Arch. nat. C 114^A, 299², 19.

(2) Adresse de la commune de Neufchâtel-en-Bray (Seine-inférieure), s. d. Arch. nat. C 128, 433, 28.

pondent sur le plan des sentiments, des textes qui exaltent le « désir du bien général (1) », et si les pétitions font un si grand usage de l'intérêt public comme argument universel, c'est parce que l'idée rationnelle d'utilité publique se double d'un sentiment collectif très fort, c'est parce que, suivant les expressions du député Rougier-Labergerie, « les motifs d'utilité publique » sont devenus des « motifs *sacrés* (2). »

4. — La complication des influences qui s'exercent sur la pensée spontanée est généralement plus grande encore. On assiste, en effet, à des interférences à la fois des faits et des sentiments sur les idées.

a) INTERFÉRENCE DE LA FUITE DU ROI, AVEC LES IDÉES DE CONSTITUTION, DE LOI, DE NATION, DE LIBERTÉ, DE CHOSE PUBLIQUE, AVEC LES SENTIMENTS QUE CES IDÉES INSPIRENT, SENTIMENTS DE BONHEUR, D'UNION, DE CONFIANCE EN L'ASSEMBLÉE.

« Au moment où la patrie est dans le danger le plus imminent par la nouvelle qui vient de se répandre de la fuite du roi, le premier devoir des amis de la liberté est de renouveler le serment qu'ils ont prêté pour *le maintien de la Constitution*. Tel est, Messieurs, le *sentiment* que nous nous empressons de vous exprimer. Nous jurons d'être fidèles à la Nation et à la Loi. Nous jurons de ne pas désespérer du poste auquel la confiance de nos concitoyens nous appelle. Nous jurons de vivre libres ou mourir.

« Continuez, Messieurs, de faire des lois qui assurent notre *bonheur* et notre tranquillité. Ne laissez pas échapper

(1) Adresse de la ville d'Aubusson, 21 janvier 1790. Arch. nat. D iv bis. 6, liasse 185.

(2) Arch. nat. AD XVIII^e. 187. 19. Opinion et projet de décret proposés à l'Assemblée Nationale, par J.-B. ROUGIER-LABERGIER, député de l'Yonne. membre du Comité d'agriculture, s. d.

les rênes de l'État, inébranlables au milieu des dangers, veillez à la *conservation de la chose publique*; nos villes, notre concorde et notre union seconderont vos efforts (1). »

b) INTERFÉRENCE DE LA FUITE DU ROI, — AVEC LES IDÉES DE LOI, DE CONSTITUTION, DE LIBERTÉ, — AVEC LES SENTIMENTS DE CONFIANCE EN L'ASSEMBLÉE, DE FERMETÉ, DE DÉVOUEMENT, D'ÉLAN GUERRIER, DE PATRIOTISME, DE DEVOIR CIVIQUE.

« Les ennemis de la Constitution ont cru la renverser d'un seul coup en engageant un roi séduit à *désert* son poste; ils ont cru que la destinée de la patrie dont ils ont juré la ruine dépendait de la détermination passagère d'un seul homme. Qu'ils frémissent d'une rage impuissante; le peuple français ne retournera jamais sous les fers d'un despote; le premier fonctionnaire public a fui, et d'un bout de l'empire à l'autre, les Français ont juré de périr, s'il le faut, pour défendre les *lois* sublimes dont vous les avez enrichis.

« Les citoyens de la ville de La Flèche à la première nouvelle de cet événement imprévu se sont montrés plus dignes que jamais du titre honorable de *citoyen* français, et du don inestimable de la *liberté*. *Pleins de confiance dans les représentants de la nation, ils n'ont pas un moment douté* du salut de la chose publique, ils ont tous fait le serment de vivre libres ou de mourir. Nos jeunes gens se font inscrire en foule pour *marcher aux frontières*, et nos pères de famille ont tous contracté l'engagement solennel de faire eux-mêmes à la patrie un rempart de leurs corps, si les bras de leurs enfants ne suffisent pas pour repousser l'ennemi. Pour nous dévouer sans réserve *au maintien de la Constitution et des lois*, remplis d'admiration pour vos sublimes travaux, nous jurons de donner toujours à nos concitoyens l'*exemple du patriotisme*, de redoubler d'efforts

(1) Adresse du directoire du district d'Épernay, 22 juin 1791. Arch. nat. C. 126. 413. 13.

pour remplir dans toute leur étendue, les fonctions importantes qui nous sont confiées et de faire à la patrie, quand il le faudra, le *sacrifice* de nos vies (1). »

c) INTERFÉRENCE DU DÉCRET DU 14 JANVIER QUI DÉCLARE TRÂTRE A LA PATRIE QUICONQUE PREND PART A UN PROJET POUR MODIFIER LA CONSTITUTION, — AVEC LES IDÉES D'OPINION PUBLIQUE, DE CONSTITUTION, DE LIBERTÉ, DE VOLONTÉ NATIONALE, DE LOI, LES IDÉES CONTRADICTOIRES DE PAIX ET DE GUERRE, — AVEC LES SENTIMENTS DE SACRIFICE, D'AMOUR RELIGIEUX POUR LA CONSTITUTION, DE DIGNITÉ NATIONALE, DE COURAGE.

« Législateurs,

« Vous avez déclaré infâme, traître à la patrie et coupable du crime de lèse-nation, tout Français qui prendrait part aux projets de modifier la Constitution.

« *L'opinion publique* dont la voix est si puissante dans les pays libres, avait devancé votre décret, vous avez entendu sa voix... l'opinion publique applaudit à votre résolution et la sanctionne.

« Nous l'avons juré et nous le jurons encore devant vous, devant l'Europe entière... nous *périrons tous* plutôt que de souffrir qu'on porte la plus légère atteinte à la *Constitution*; nous la voulons toute entière, nous ne voulons qu'elle; nous ne connaissons de *liberté* que celle qu'elle nous assure et nous repousserons avec horreur ceux qui, quel que soit leur prétexte, viendraient nous proposer de la changer. Ce n'est qu'à la *volonté nationale* que des Français peuvent désormais obéir; elle seule nous commandera et nous n'aurons jamais de maîtres.

« Que les despotes assemblent des congrès, que des factieux s'agitent pour égarer l'opinion, nous nous attacherons à l'*arche sainte de la Constitution* et c'est là que

(1) Adresse des officiers municipaux de la ville de La Flèche (Sarthe), s. d. Arch. nat. C. 126. 414. 24.

nous défierons tous nos ennemis. Législateurs, tenez d'une main ferme le gouvernail de l'empire, continuez à le conduire avec *courage*, les soldats de la Constitution vont forcer les despotes à *respecter le nom français*, rendez-le plus redoutable encore en maintenant au dedans la plus rigoureuse exécution des lois... Vous appesantissez sur les grands criminels le glaive terrible de la *loi*... Ne vous effrayez pas des dangers.

« La France entière veut la Constitution; eh, qui donc pourrait rendre impuissante *la volonté d'un grand peuple* ?... *Nous désirons qu'il soit possible d'éviter la guerre*, nous nous reposons sur votre sagesse du soin de chercher les moyens de maintenir la paix, mais s'il faut combattre, placés plus près que vous du théâtre de ces grands mouvements, nous vous servirons de rempart et ce n'est que sur nos corps sanglants que l'ennemi pourrait parvenir jusqu'à vous (1). »

d) INTERFÉRENCE ENTRE LES FAITS DE REFUS DE SANCTION DU ROI, DE REFUS DES REBELLES DE RENTRER, ETC., — LES IDÉES DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, DE FRATERNITÉ, DE RAISON, DE LIBERTÉ, — LES SENTIMENTS DE CONFIANCE EN L'ASSEMBLÉE, D'INDIGNATION, DE FORCE, DE PATRIE.

« ... Dignes et fidèles Représentants, la Nation vous répond de la victoire par votre courage et votre énergie à maintenir la *souveraineté nationale*. Nous en sommes donc venus au point de déployer tout notre caractère qui doit nous rallier sans distinction et resserrer plus que jamais les liens de la *fraternité* qui doivent nous servir de gage et nous promettre une victoire complète... Une Nation *outragée*, indulgente par caractère, mais forte par le *sentiment de sa puissance*, dont l'édifice *repose sur vous*, dignes représentants, qui en faites la base..., cette même Nation attend avec impatience un acte de vigueur qui

(1) Adresse des membres composant le conseil général de la commune de Nancy, 21 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 3. 52. 1.

réponde au *danger*, oui qui réponde au *danger* qui la menace et à la *souveraineté* de ses pouvoirs; vous l'avez bien senti... par vos sages décrets qui vous ont attiré tous les regards, et ce n'est qu'avec *indignation* que l'on a vu le pouvoir exécutif apposer son veto absolu pour protéger les princes, ces rebelles dont le pouvoir exécutif a cru la garantie plus nécessaire que celle de 25 millions d'hommes; mais votre dernier décret d'accusation nous rassure et mettra le veto de côté. Une Nation généreuse, leur *patrie*, leur a tendu les bras et les a invités à rentrer dans son sein, mais comme des ingrats, des parjures, des traîtres, ils ont été sourds à la voix de la *raison*... et ne se repaissent que de l'idée barbare d'asservir (1) la *liberté* française.

« Dignes et fidèles Législateurs, c'est en vain que vous avez employé les armes de la douceur et de la modération, tous ces palliatifs ne tendent qu'à nous affaiblir tandis que la *trame s'ourdit*, que la *mine est prête à éclater*. Oui, nous ne pouvons nous empêcher de le répéter, où la loi parle, le *cœur* d'un Français suit son impulsion, il palpète du plaisir de lui obéir, et c'est donc *entre vos mains*, intrépides représentants, que gît le salut d'une nation si digne d'être *libre*; de toutes parts elle vous tend les bras, etc. (2). »

C'est ici que prend place le fragment que nous avons cité dans le paragraphe précédent à propos des interférences des idées et des sentiments; on en saisira mieux maintenant la place dans le courant de la pensée collective.

e) INTERFÉRENCE DE LA DÉCLARATION DE LA PATRIE EN DANGER, — AVEC LES IDÉES DE LIBERTÉ, DE CONSTITUTION, DE PHILOSOPHIE, DE PRINCIPES, DE VOLONTÉ, — AVEC LES SENTIMENTS DE RECONNAISSANCE ENVERS L'ASSEMBLÉE, DE FORCE COLLECTIVE, D'ADORATION RELIGIEUSE, DE FERMETÉ, D'ESPOIR DE SAUVER LA PATRIE.

(1) Le texte porte : assouvir.

(2) Adresse de la société des Amis de la constitution de Châtellerault, 15 janvier 1792, précit. Arch. nat. D XL. 4. 80. 1.

« Législateurs,

« Malgré la protection de La Fayette, le piège autrichien tendu au manège des Tuileries le 7 dernier, malgré le modérantisme feuillant, le délire fanatique et la rage contre-révolutionnaire des honnêtes gens..., vous avez donc sauvé la patrie en *la déclarant en danger*. Daignez, Législateurs, accueillir les sentiments de notre vive reconnaissance.

« Certes, cette déclaration, loin de porter dans nos âmes la terreur de la mort ou de l'esclavage, n'a fait qu'éveiller chez les Français *le sentiment de leurs forces*, l'idée de leurs moyens et de leurs ressources. Elle leur a garanti à jamais le triomphe de la *liberté* et de la *Constitution*. En effet, que peut le trop fameux concert des puissances... contre une nation qui sent plus que jamais le *besoin de vivre libre* ou de mourir, que peuvent toutes les armes du despotisme contre les lumières de la *philosophie* ? Pensent-ils, les lâches, qu'un peuple qui sait par cœur la *Déclaration des droits* abandonne si légèrement le signe de la liberté pour reprendre des fers odieux, pensent-ils qu'il oublie sitôt l'*évangile de l'égalité* pour créer en faveur de ses tyrans des distinctions qui l'avilissent, qu'il apostasie son *nouveau culte* ?... Non, non qu'ils se désabusent. Les Français ne composent point avec leurs principes, déjà ils sont debout, ils resteront *libres* parce qu'ils le *veulent*... Tel a été, Législateurs, l'effet de cette déclaration, tandis qu'un cri unanime proclamait dans ce pays la liberté ou la mort, tandis que la sérénité, l'assurance peintes sur tous les visages, décelaient un *sentiment délicieux de force et d'espoir de sauver la patrie* (1). »

f) INTERFÉRENCE ENTRE LES FAITS : DANGERS
DE LA PATRIE, DUPLICITÉ ET ATTITUDE INCONSTITUTIONNELLE DU POUVOIR EXÉCUTIF, — LES

(1) Adresse des officiers et volontaires du 2^e bataillon des Hautes-Alpes. R[éçue] le 20 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 17. 84. 4.

IDÉES DE DROITS NATURELS, D'ÉGALITÉ, DE PROPRIÉTÉ, DE LIBERTÉ, D'EXEMPLE INTERNATIONAL, DE VERTU, DE NATION, DE VOLONTÉ GÉNÉRALE, DE RÉFORME GOUVERNEMENTALE, DE CONSTITUTION, DE SUSPENSION DU ROI, — LES SENTIMENTS DE RESPECT RELIGIEUX DES PRINCIPES, D'INJUSTICE, DE BONHEUR, DE DÉSESPOIR, D'INDIGNATION, DE FIERTÉ, DE FERMETÉ, DE PATRIOTISME, DE DÉFIANCE CONTRE LE POUVOIR EXÉCUTIF.

« Serait-il donc vrai que nous puissions être privés de l'exercice de nos *droits naturels*, que le principe inconteste et sacré de l'*égalité* fût exposé à être méconnu, que les *propriétés* fussent encore violées par la cupidité, que la *liberté* fût attaquée par l'*injustice*, que tous les maux à la fois fussent à la veille de fondre sur nous ? N'aurions-nous fait qu'entrevoir le *bonheur*, et ne nous resterait-il d'autre perspective que le plus affreux *désespoir* ?

« Pardonnez ces expressions de notre douleur, elles ne sont point l'effet de notre découragement, mais de notre *indignation* et si le sort trompe nos espérances que pouvons-nous attendre de nos ennemis ? Rien qu'une insultante pitié et elle ne saurait être qu'un opprobre de plus.

« En secouant les chaînes dont le despotisme nous avait garottés, nous avons donné *un grand exemple à l'univers* ; nous ne nous montrerons pas indignes du bien que nous avons acquis, nous ne dégènerons pas de notre première *vertu*, et tel est le sentiment qui anime aujourd'hui tout le peuple français qu'il aimerait mieux cesser d'exister que de vivre *avili*.

« Non, nous ne serons pas assez complaisants pour souffrir que la noire intrigue obsède le trône, que cette vile cupidité qui jouit tout à la fois de la misère du peuple et du désordre de l'État redouble d'efforts pour asservir la *Nation* ; nous ne serons pas assez lâches pour souffrir qu'on résiste à la *volonté générale* et que le *patriotisme* soit un motif pour être exclu des fonctions publiques. Nous n'avons institué de gouvernement que pour notre *bonheur*, et s'il manque ce but, il doit être *réformé*. Il ne nous est

plus permis d'être confiants, et nous devons être en garde contre des promesses violées tout autant de fois qu'elles ont été données; l'homme de bien n'a pas besoin de dire : je suis honnête homme, ses actions parlent pour lui. Que le pouvoir exécutif marche donc dans le sens de la révolution, qu'il *redonne au gouvernement toute son activité*, aux lois toute leur vigueur; mais s'il s'endort dans une molle et lâche indifférence, ou s'il trame de perfides complots, Législateurs, vous ne devez pas hésiter, il y va de nos plus *chers intérêts* et le *désir même de maintenir la Constitution* doit nous déterminer à le destituer, ou, tout au moins à le *suspendre* jusqu'à ce que la fin des troubles ait cessé de le rendre dangereux à la chose publique (1). »

g) INTERFÉRENCE ENTRE LES FAITS : DANGERS DE LA PATRIE, COMPLICITÉ DU ROI ET DES REBELLES, RENVOI DES MINISTRES PATRIOTES, VETO, — LES IDÉES POLITIQUES DE LIBERTÉ, DE CONSTITUTION, D'ÉGALITÉ, DE DROITS DES FRANÇAIS, DE SOUVERAINETÉ, LES IDÉES PHILOSOPHIQUES DE DIGNITÉ HUMAINE, DE RAISON, DE JUSTICE, — LES SENTIMENTS DE PATRIOTISME, DE DÉVOUEMENT A LA CONSTITUTION ET A LA LIBERTÉ, DE BONHEUR, D'INDIGNATION, DE SACRIFICE A LA PATRIE.

« Après plusieurs siècles du plus avilissant esclavage, les Français devenus libres, *rétablis dans tous leurs droits*, rendus enfin à leur *dignité d'hommes*, sont aujourd'hui ce qu'ils étaient en 1789, le même *patriotisme*, la même ardeur pour la liberté embrasent les cœurs; *enivrés des premières douceurs de la Constitution*, de ce chef-d'œuvre sublime de l'Assemblée Constituante, ils ne veulent que la *Constitution*, la *Constitution* toute entière, établie sur les bases immuables de la *raison*, de la *justice* et de l'*égalité*; ils ne peuvent être libres et *heureux* que par elle. Oui, Messieurs, les Français ne peuvent être libres et

(1) Adresse des Amis de la constitution de Forcalquier. R[éçue] le 26 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 6. 4. 16.

heureux que par la Constitution, elle seule peut assurer à jamais leur *félicité*; et des tyrans et des traîtres chercheraient à nous redonner des fers, chercheraient à nous la ravir ! Trahison, brigandages, incendies, ils font, ces monstres, jouer tous les ressorts, ils emploient toutes les passions; associé à leurs complots, le *pouvoir exécutif* lui-même... *sert d'instrument* à leur scélératesse. C'est par lui que sans cesse ils ont mis des *entraves à la Constitution*... Parlez, Législateurs, agissez en *souverain*, 24 millions d'hommes pour soutenir votre ouvrage sont *prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang*. Ils veulent être *libres*, ils le seront. Vivre libres ou mourir, ils l'ont juré, telle est leur devise, telle sera constamment celle des citoyens de la paroisse de Foissiat (1). »

h) INTERFÉRENCE ENTRE LA CONSTATATION DES DANGERS DE LA PATRIE, — LES IDÉES POLITIQUES DE CONSTITUTION, DE LIBERTÉ, D'UTILITÉ SOCIALE, DE LOI, DE PROPRIÉTÉ, DE COLLABORATION AU SALUT PUBLIC, LES IDÉES MORALES : ABAISSEMENT DU FASTE, DE L'ORGUEIL, ESTIME PUBLIQUE, VALEUR MORALE ET SOCIALE DE L'INDIVIDU, — LES SENTIMENTS D'AMOUR POUR LA CONSTITUTION, DE BONHEUR, D'ENTHOUSIASME GUERRIER, DE FRATERNITÉ D'ARMES, DE PATRIOTISME, DE COURAGE, DE BESOIN DE SACRIFICE.

« Des mercenaires carriers à plâtre, dont certains ennemis de l'égalité et de la liberté se sont plu à calomnier les principes..., que l'on a voulu couvrir des plus grandes [*sic*] opprobres pour les punir de leur persévérance à *aimer une Constitution qui blesse le faste et l'orgueil*, se consolent facilement des dédains de ceux qui les méprisent parce qu'ils en sont amplement dédommagés par l'*estime* de leurs concitoyens qui, sans s'arrêter à l'écorce comme une foule d'individus superficiels, n'envisagent et *considèrent*

(1) Adresse des citoyens de la paroisse de Foissiat (Ain). Arch. nat. D XL. 6. 1. 1. Renvoyée à la Commission extraordinaire des Douze le 16 juillet 1792.

dans l'homme que ses mœurs et ses sentiments et le degré d'utilité dont il est dans l'ordre social.

« Les exposants peu favorisés de la fortune mais honnêtes dans leurs actions comme dans leurs principes, osent vous assurer, Messieurs, qu'ils font partie d'une classe de citoyens la plus soumise aux décrets constitutionnels... que toujours on les verra respecter *les propriétés et les lois*, distinguer le désordre, la licence, de cette douce liberté si propre à faire le *bonheur* du citoyen et qu'ils ne se montreront jamais que pour coopérer avec les vrais patriotes au *salut de leur patrie*.

« Ces ouvriers dont le père, le frère et une infinité d'autres parents et amis se sont empressés d'aller sur les frontières combattre pour la cause commune sont bien éloignés de démentir le noble enthousiasme de leurs frères d'armes par leur conduite... Animés du même *patriotisme*, ils viennent vous présenter une offrande patriotique de 439 livres pour le soutien de la guerre de la liberté... ils s'engagent de renouveler tous les ans cette offrande et de servir la patrie de leurs bras lorsqu'ils ne le pourront plus de leurs bourses; vous venez de rendre à la France toute son *énergie* et toute sa force, ils viennent vous *demande*r de marcher pour le *danger* qu'éprouve la *patrie*; ils se joignent avec tous les bons citoyens qui vous adressent les mêmes vœux (1). »

i) INTERFÉRENCE DE LA PATRIE EN DANGER
AVEC LES IDÉES DE LIBERTÉ DE DROITS CÍ-
VIQUES, AVEC LES SENTIMENTS DE LIBERTÉ,
DE DIGNITÉ ET DES ATTITUDES PSYCHOLOGI-
QUES VARIÉES : SURSAUT NATIONAL, MAÎTRISE
DE SOI, ARDEUR, HOSTILITÉ VIS À VIS DES
SENTIMENTS QUI DISTRAIENT ET PARALYSENT.

« C'est dans les secousses et les convulsions politiques qui compriment les ressorts d'un gouvernement que la

(1) Offrande patriotique des carriers à plâtre, s. d. n. l. Arch. nat. C. 153. 284. 5.

nation, violemment pressée, doit calculer les degrés de son *énergie*, de son courage, de ses moyens, et dire si elle est faite pour la *liberté* ou pour l'esclavage.

« Notre position n'est plus une position ordinaire. Le génie qui préside au sort de la France a prononcé *ces paroles électriques qui doivent créer des hommes nouveaux : la patrie est en danger.*

« A cette voix, tous les Français doivent être debout. Une attitude de fierté, une sévérité surveillante, un silence calme, des mouvements d'ardeur et de prudence... une teinte d'indignation, voilà les symptômes qui doivent composer la figure d'un homme libre dont on vient attaquer *les droits*. Si ces traits ne sont pas suffisamment prononcés, si cette *dignité de nous-mêmes* n'annonce pas nos sentiments et nos résolutions, si *l'ambition*, l'égoïsme, les principes de parti, si les *passions* privées, la soif dévorante des systèmes... dominant encore nos facultés et détournent nos regards des intérêts de la patrie, la *liberté* est perdue et l'esclavage nous poursuit... Il n'est plus permis d'être irrésolu, l'indécision est une *lâcheté* et la lâcheté une *trahison*. Il est temps que nous connaissions les amis de la patrie. Celui qui entend sa voix et qui ne s'émeut point, celui qui la voit et qui se retire, celui qui ne vient apporter ni son glaive ni son offrande sur son autel, celui qui n'ose vous fixer ou qui promène un regard servile vers la terre, celui-là est votre ennemi (1). »

j) INTÉRFÉRENCE ENTRE LES FAITS : LIGUE DES ROIS, CRISE DU COMMANDEMENT DANS L'ARMÉE, INCOHÉRENCE DANS LES OPÉRATIONS, ATTITUDE DE LA COUR ET DU ROI, DÉCLARATION DE LA PATRIE EN DANGER, ATTITUDE DE LA FAYETTE, TRAHISONS, — LES IDÉES POLITIQUES DE NATION, DE LIBERTÉ, DE SALUT PUBLIC, DE PEUPLE, — LES IDÉES MORALES DE LIBERTÉ,

(1) Rapport du comité extraordinaire de la Société des Amis de la constitution de Saintes, sur la position actuelle de l'empire et sur les moyens de repousser les dangers qui le menacent. Arch. nat. D XL. 8. 16. 14. Lettre d'envoi, 25 juillet 1792.

DE VERTU, DE FRANCHISE, ET LES SENTIMENTS
DE MÉFIANCE, D'AMOUR POUR LA LIBERTÉ,
D'INDIGNATION, DE COLÈRE, D'ÉLAN GUER-
RIER.

« La *Nation* est trahie. Cette vérité est maintenant aussi connue de tous les Français qu'elle était facile à prévoir dès le moment où l'on confia à nos oppresseurs le soin de nous défendre contre les ennemis qu'ils avaient eux-mêmes appelés à leur secours.

« Que les *tyrans ligués* contre nous osent nous menacer au nom du roi des Français d'une servitude prochaine; que des *officiers* plus que suspects soient à la tête de nos armées et commandent dans nos places fortes, que le sang des plus braves défenseurs de la patrie soit versé inutilement pour la *cause de la liberté*, que nos *conquêtes* soient abandonnées, nos *alliés* indignement trahis et outragés par nos propres généraux; que ceux-ci divisent et s'efforcent de corrompre leurs armées au lieu de les conduire à la victoire; qu'ils désertent leurs camps en présence de l'ennemi pour venir *conspirer* à la cour et dans la capitale, pour *venir* jusque dans ce sanctuaire de la législation, *menacer*, avilir nos propres représentants... Il faut le dire, tous ces attentats... nous ne devons les imputer qu'à nous-mêmes, à nous qui avons stupidement laissé notre destinée entre les mains de nos anciens tyrans... C'est à vous, représentants, que la nation a imposé le soin de les punir et de pourvoir au *salut de l'État*. Vous nous avez déclaré que la Patrie est en danger : c'était nous avertir de tous les faits que nous venons de vous rappeler; quelle est, en effet, la cause de ces dangers si ce n'est la perfidie de la *Cour*, de ses *agents* et de tous les fonctionnaires publics qu'elle a corrompus ? Vous n'avez pas voulu nous dire sans doute que la patrie n'avait point d'autres ennemis à redouter que ces *troupes étrangères* que l'on a laissé se rassembler sur nos frontières, qu'il n'existe aucun *concert entre les despotes de l'Europe et la cour de Louis XVI*... Nous savons, nous sentons que, sans la trahison de nos ennemis intérieurs, les autres ne

seraient point à craindre... Représentants, nous dire que la nation est en danger, c'est nous dire qu'il faut qu'elle soit sauvée, *c'est nous appeler à son secours* ; si elle ne peut l'être par ses représentants, il faut qu'elle le soit par elle-même... C'est en vain que des généraux perfides et des despotes insolents se réunissent pour la désigner comme une faction. Sous quelque forme qu'elle s'assemble, en quelque temps et en quelque lieu qu'elle s'explique, elle prouvera toujours à l'univers qu'elle est factieuse en effet, dans le sens des tyrans...

« Représentants, nous avons laissé dans nos départements des millions de citoyens qui nous ressemblent, mais fûssions-nous dix contre cent, comme nous sommes cent contre dix, la victoire de la liberté est certaine, *car un homme libre vaut mieux que cent esclaves* et la destinée du crime est de trembler devant la *vertu*. Nous ne voulons point porter atteinte à notre Constitution, mais nous voulons qu'elle soit et qu'elle puisse être exécutée. Nous ne refusons point d'obéir à un roi, mais nous mettons une grande différence entre un roi et une cour conspiratrice et criminelle dont toutes les lois divines et humaines réclament la punition ou l'expulsion... Nous *abhorrons le machiavélisme* qui ne se pare d'un respect hypocrite pour la Constitution que pour fournir à ses ennemis les moyens de la détruire sans obstacle ; *nous ne sommes plus* depuis longtemps les *dupes* des intrigants et des traîtres et nous ne voulons point être leurs esclaves. Nous voulons triompher ou *mourir pour la liberté* ; mais nous ne voulons pas combattre sous les ordres des courtisans et des complices de nos tyrans. On nous parle de faire la guerre à l'Autriche, et l'Autriche est dans nos camps !... Quel scandale, quel délire d'avoir permis que ces ci-devant nobles intrigants se soient transformés tout à coup... en chefs d'armée... A leur tête est *La Fayette*... La Fayette a foulé aux pieds toutes nos lois, il a déclaré la guerre au peuple français et à l'Assemblée Nationale...

« Représentants, la patrie *indignée* demande que vous prononciez contre cet homme méprisable... Nous *mar-*

cherons seuls s'il le faut, et nous *sauverons le peuple et vous-mêmes*... Et vous, représentants, entendez la voix de la *Nation* entière qui vous crie de pourvoir au *salut public*. Montrez-vous dignes du *peuple français* et de vous-mêmes; servez-vous de son énergie, et secondez-la, lui seul peut et veut vous sauver... (1). »

On peut observer dans ces lignes, l'alternance des idées et des sentiments avec les faits ou les griefs politiques, dont on a senti les obsédants rappels.

(1) Adresse de fédérés du Calvados, du Bas-Rhin, de l'Ardèche, du Nord, de la Charente, de la Haute-Saône, de l'Auvergne, du Doubs, etc., 17 juillet 1792. Arch. nat. C. 154. 292⁴. 26.

DEUXIÈME PARTIE

LES COMBINAISONS DE LA PENSÉE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

LES IDÉES SOCIALES DÉTERMINÉES *in concreto*

Après l'analyse qui précède, nous allons, maintenant, considérer les idées juridiques et d'une façon plus générale les faits sociaux d'une manière concrète. Nous voulons dire que, rejetant toute attitude qui consisterait à choisir dans les caractères que nous en percevons, entre ce qui est rationnel et ce qui est sentiment, entre ce que nous appelons démarche logique, et ce qui constitue une pensée extra-logique, on accueillera toutes les liaisons d'idées, toutes les interférences et l'apport des interprétations humaines, parce qu'elles contribuent toutes à former la représentation que nous avons de telle notion sociale.

Sans doute, cette attitude n'est pas celle des sciences touchant les phénomènes du monde physique; sans doute, par une telle méthode, les idées ou faits sociaux, ne seront pas connus dans leur loi de production universelle, et partant ne pourront être prévus. Toutefois, la valeur des explications concrètes auxquelles on aboutit n'en demeure pas moins considérable : puisque les définitions abstraites nous trompent, l'appréhen-

sion de ces précisions, tout imparfaites qu'elles soient, correspond à une certaine réalité, la seule que nous puissions pénétrer. Que l'explication dont il s'agit n'existe que pour certains d'entre les faits sociaux seulement — ceux sur lesquels il se trouve que nous avons des renseignements concrets, — qu'elle se présente avec plus de clarté pour certains d'entre eux, que d'autres ne soient explicités que sur une petite portion de leur existence observable, il n'y a rien là qui puisse surprendre, puisque les faits sociaux sont ce que nous ignorons le plus (1), et il n'en reste pas moins qu'il est possible de rechercher le caractère de ces explications concrètes et le mécanisme auquel elles paraissent obéir au cours du travail d'interprétation humaine dont on a reconnu l'intervention indispensable.

Lorsqu'on se place au point de vue de l'appréciation concrète des idées et des faits sociaux ou moraux, ces idées et ces faits quelque incomplets qu'ils apparaissent à notre entendement, sont cependant précisés nécessairement dès l'instant où nous les faisons pénétrer dans la vie; les précisions qu'ils possèdent alors sont les caractéristiques variées dont nous les revêtons, ainsi que les associations que notre esprit ou notre sensibilité établissent entre ces caractéristiques.

Ces déterminations sont bien souvent arbitraires, elles nous surprennent lorsque, avec notre pensée savante, nous entreprenons de les critiquer, et nous avons vu que le principe de contradiction n'est pas respecté dans les parentés qui sont établies dans les liaisons d'idées spontanées. Telle notion est définie, à la fois, par A et par non A, la causalité rigoureuse est impossible à saisir, le contenu des définitions des codes eux-mêmes est sujet à interprétation spontanée.

En dépit de toutes ces infériorités sur notre pensée savante, les associations de la pensée sociale sont valables dans la pratique, et à ce titre elles s'imposent à notre observation comme des faits. Indéterminés dans leur loi de production, ces faits

(1) V. DURKHEIM, *Sociologie et sciences sociales. In De la méthode dans les sciences*, 1^{re} série, Paris, 1928, p. 333. *Recueil de conférences faites par divers maîtres*, 2 volumes.

nous semblent connus dans l'interprétation humaine qui en est donnée par les textes et qu'ici nous voulons seule considérer. C'est donc à un problème de connaissance que nous sommes conduits.

De ce grave problème que nous ne saurions bien évidemment résoudre ici, nous chercherons seulement à dégager les bases expérimentales en rassemblant des matériaux. Pour cela précisons ce qu'est cette détermination *in concreto* des idées sociales dont il vient d'être parlé. On en peut trouver de bons exemples en observant les idées et les faits internationaux.

1. — *Le fait social déterminé in concreto.*

En ce domaine les définitions sont plus larges encore, qu'en droit interne, car les penseurs et les négociateurs de tous les temps sont arrêtés par le dogme de la souveraineté des États, idée extensible au gré des intentions politiques. On se borne donc le plus souvent à des règles générales à caractère moral : *pacta sunt servanda*, condamnation de l'agression, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, prescriptions sur la déclaration ou la conduite des guerres. Or, si on considère l'histoire, on constate que ces règles sont presque toujours foulées aux pieds par les États. Où se trouve alors la définition des faits juridiques solennellement proclamée ? A coup sûr, elle réside dans les faits puisque les définitions juridiques ont été violées ; et par faits il faudra entendre les événements militaires, diplomatiques, les mesures que prend tel État en dehors du droit, en vertu du seul pouvoir que lui confère sa victoire ; il s'agira encore de modifications territoriales et de destructions massives de statuts juridiques.

La question de l'abolition des traités est un bon exemple de ces déterminations de fait, les plus contingentes qui puissent être relevées. L'article 19 du Pacte de la S. D. N. stipule la révisibilité des traités devenus « inapplicables ». Or, quel est le critère auquel se reconnaîtra l'inapplicabilité d'un traité ? On sent que les influences politiques sont décisives dans l'affaire,

et nous voyons que le traité de Versailles, instrument juridique, est aboli dans certaines de ses clauses essentielles sans qu'aucune autorité compétente ait affirmé par une décision conforme au droit qu'il soit devenu « inapplicable ». L'écart entre la règle de droit et les faits éclate. On pourrait multiplier les exemples de cette nature, mais il est dès maintenant visible que l'explicitation dans l'ordre juridique repose, à de certains moments, plus sur les faits historiques et politiques, que sur le droit, si bien que la connaissance des phénomènes sociaux — si toutefois on peut en avoir une — semble devoir être cherchée au sein même des interférences, dans les situations concrètes complexes. Dans le cas précédent, on voit que la logique des définitions se complique de l'*alogique* des interférences dont les peuples ou les gouvernements sont les acteurs, et il sera toujours très difficile de dénombrer celles-ci.

Des observations plus fécondes peuvent, semble-t-il, être retirées de l'étude des pétitions au début de la Révolution française.

Il s'agit d'un plan de pensée entièrement différent de ceux que nous venons d'aborder : plus d'attitude normative d'un législateur qui codifie des règles de droit dont il serait aisé de sonder l'incertitude, plus de thèmes généraux concernant la conduite nationale ou internationale de l'État comme l'idée d'utilité publique ou la règle *pacta servanda* — il s'agit maintenant d'une attitude de l'homme en face des faits politiques dont on a apprécié le rôle au sein des idées réformatrices (1). Dans ces textes vit une pensée populaire spontanée, obéissant à une logique qui lui est propre et dans laquelle les éléments de fait, les sentiments collectifs jouent un rôle souvent aussi décisif que la raison. L'intérêt de ces documents est de fournir une interprétation humaine concrète des grandes idées — à prétention logique — que renferme la Déclaration des droits de l'homme.

Lorsque les faits sociaux individuels ou collectifs se tra-

(1) V. notre ouvrage, *La logique d'une idée-force. L'idée d'utilité sociale pendant la Révolution (1789-1792)*, Paris 1939, livre II.

duisent en une forme contractuelle ou pénale, en des lois ou règlements, ils se présentent nécessairement avec un caractère imprécis et abstrait : dans l'acte contractuel ou délictuel, nous scrutons à peine les motifs, jamais les consciences; dans la loi nous ne saisissons que des statuts généraux normatifs. Au contraire, les pétitions de 1790-1792 qui se modèlent sur l'évolution des faits politiques, militaires, économiques, internationaux, pleines de la foi en la Liberté, nous livrent les entrecroisements d'influences qui conditionnèrent, à l'époque, une certaine pensée sociale. Elles détiennent une pensée concrète au plus haut point, propre à nous habituer à concevoir une démarche de l'esprit pour laquelle la logique ordinaire, rigide et universelle, n'est pas un instrument suffisant, — et qui, elle aussi, est, en un certain sens un *prélogisme*.

Nous avons essayé, dans notre thèse principale, de montrer que cette pensée se caractérisait par un effort constant pour grouper autour des grandes notions — la liberté, l'égalité, la souveraineté, la constitution, l'utilité sociale, — le plus grand nombre possible d'idées ou de sentiments. Ce procédé qui consiste à étendre de proche en proche, par intuitions successives, le réseau de liaisons entre les idées, a permis des constructions nouvelles. En effet, non seulement sont établies des équivalences de terme à terme, mais des séries se dessinent par la découverte des parentés qui leur sont communes, si bien que des communications deviennent possibles entre des ensembles; nous avons donné comme exemple les idées d'utilité publique et de bonheur public, formant chacune la tête de deux ensembles. Ici, nous ne voulons qu'insister sur l'explicitation croissante qui se fait d'un très grand nombre d'idées politiques par ces procédés spontanés.

On conclura de ces observations qu'il existe des biais par où les faits sociaux deviennent objets de connaissance. La loi corrige l'insuffisance de certaines définitions des codes, la jurisprudence précise chaque jour le vague des lois; d'autre part, l'observation montre qu'il est, en principe, possible de fixer *in concreto* — et nous soulignons bien ce point — le contenu d'un fait social; enfin certains exemples de pensée spon-

tanée prouvent que celle-ci progresse par des voies qui lui sont propres, si bien que l'homme en creusant les idées sociales pour trouver des solutions aux problèmes que lui pose la vie pratique, est conduit à préciser de plus en plus les représentations qu'éveillent en lui les phénomènes sociaux. Qu'il ne tienne pas l'équation mathématique de la solution découverte à sa manière, cela est trop clair, — mais nous pouvons alors affirmer cependant que le fait social considéré *in concreto*, est déterminé. De ce point de vue, on ne considérera pas que les faits sociaux ne sont explicités que si on peut donner la description exhaustive de leurs composants, ou un schéma invariable de leur comportement. Les quelques tentatives qu'il nous advint de faire pour approfondir la valeur des définitions juridiques à caractère savant nous inclinent à penser que l'explicitation d'une idée sociale ne résulte pas d'un dénombrement de ses caractères ou éléments, tel que le schéma qu'on pourrait tracer du phénomène corresponde à une loi universellement valable, — qu'il s'agisse d'une définition comme la faute civile, ou d'un procédé de contrainte comme les sanctions collectives en droit international; on peut même affirmer, au contraire, que la complexité de la vie sociale et de l'esprit humain est trop grande, pour que la faute, l'*animus*, la sanction, etc..., soient de la sorte schématisés, figés en une règle codifiée, partant, le fait social qui résulte d'une interprétation humaine et du jeu d'interférences, ne se plie pas à une norme rigide; si celle-ci est étroite, — elle est débordée par les faits, comme le montre l'exemple du vol; si elle est trop vaste, telles les idées d'illicite, d'utilité sociale, — la difficulté consiste à savoir si le fait rentre dans le cadre pseudo-logique, et l'interprétation humaine localisée dans le temps, restreignant le choix des causes et des possibles, souligne encore le hiatus entre la logique rudimentaire quotidienne et la pseudo-logique savante du droit.

Pour ces raisons, il paraît plus conforme à la réalité d'*accepter* l'aspect chaotique sous lequel s'offrent à nous les faits sociaux, même si les influences hétérogènes qu'ils renferment et qu'on ne parvient pas à dénombrer, déroutent notre logique apprise. Si on accorde que ces faits doivent être envisagés concrètement en comprenant sous ce mot toutes les influences

qui interviennent dans leur comportement, on en vient à penser que, moyennant cette hypothèse, ils apparaissent toujours comme déterminés de quelque manière, et comme susceptibles d'être étudiés scientifiquement.

On est conduit alors à considérer qu'il y a dans la vie sociale des déterminations des faits sociaux, c'est-à-dire qu'ils se présentent par plans historiques que l'on pourrait subdiviser autant de fois que les documents le permettraient. On rejoint là la conception exposée dans notre thèse principale touchant les phases de l'idée d'utilité sociale (1).

Ici, nous attachant à chercher une méthode, nous nous bornerons à indiquer quelques plans possibles en ce qui concerne les notions juridiques qui nous ont servi d'exemples.

On voit apparaître, en droit civil, le plan de la faute, de la bonne foi, de la cause dans le code civil et dans la jurisprudence actuelle qui n'est pas le plan de la faute ni de la bonne foi du droit romain; on distingue aussi celui de l'abus du droit et la licéité dans les conventions. De même, en droit pénal on voit se dessiner un plan du *furtum* défini par la *contrectatio*, un plan du vol défini par la « soustraction », avec ses dérivations : escroquerie, abus de confiance, grivèlerie. En droit administratif, existent des plans successifs pour les idées de faute, de service public, de détournement de pouvoir, d'utilité publique, et leur contenu évolue plus rapidement encore que celui des notions du droit privé.

En droit constitutionnel, chaque constitution peut à la rigueur représenter un plan qui en recèle un grand nombre d'autres. Pour nous en tenir à la Constitution de 1791, il y aura le plan de la Déclaration et des plans secondaires correspondant aux différents droits qu'elle renferme, le plan de la séparation des pouvoirs très individualisée dans ce texte, le plan de l'impôt, ou encore celui du suffrage. Les constitutions subséquentes offriraient des stratifications analogues, en plus ou en moins. A l'intérieur d'une même constitution — celle de 1791 — on pourra, nous l'avons noté, remarquer des déterminations bien différentes et distinguer un plan de la liberté

(1) V. *La logique d'une idée-force...* : introduction.

chez les hommes de 1789, puis chez les pétitionnaires de 1792; une conception monarchique au début de la Révolution, une conception républicaine au Dix-Août. Si l'on se place au point de vue économique, on remarquera un plan d'idées fidèles à la Physiocratie, puis en 1792-1793, un plan interventionniste.

La même méthode appliquée aux pays étrangers ferait apparaître le caractère temporaire des déterminations juridiques; aux États-Unis, par exemple, on discernerait, pour telle époque considérée, un plan de la constitutionnalité en analysant les arrêts de la Cour suprême. Enfin, en droit international, on notera qu'il est possible de tracer là encore des plans généraux et particuliers, par exemple le plan de la guerre d'agression sanctionnée — plan général — et le plan particulier de l'agression non sanctionnée. Chacun de ces plans représente une pensée appuyée sur les faits, et que l'on peut considérer comme explicitée par eux, si l'on reste fidèle à notre point de départ (1).

Cette manière de voir conduit à un nouveau problème: si les idées sociales sont ainsi déterminées à tout instant *in concreto*, si l'on considère de plus à la lumière des faits, que notre pensée en matière sociale ne dispose, en définitive, que de matériaux hétéroclites dont la pure raison ne peut faire usage, — et que cependant nous parvenons à agencer pour des fins pratiques, — il semble qu'il faille que nous ayons, d'une certaine manière, une sorte de connaissance des faits sociaux.

Comment peut-on se représenter cette connaissance, comment se développe-t-elle, c'est ce que nous voudrions examiner. Ceci revient à rechercher quelles démarches logiques président aux combinaisons de la pensée sociale.

(1) Peu importe, dans cette méthode, que la détermination ne soit pas totale.

CHAPITRE II

LA REPRÉSENTATION DES DÉMARCHES DE LA PENSÉE SOCIALE

En abordant cette difficile question, nous tenons à préciser que nous ne poursuivons pas un but de prévision des phénomènes, que nous rejetons le dessein, pour le moment au moins, de dégager des lois; nous cherchons seulement à expliquer autant qu'il est possible, les phénomènes, — pour cela nous examinons les faits sociaux, tels que les livre l'observation.

Les documents, aussi bien ceux que nous offre l'histoire des institutions, que ceux qui sont tirés des règles de droit actuelles, nous fournissent des renseignements sous deux formes très différentes : tantôt, ils présentent des matériaux d'aspect en quelque sorte primitif que l'on peut provisoirement tenir pour élémentaires; tantôt, au contraire, ils se bornent à nous désigner des blocs de matière sociale sous des vocables dont nous avons tout à l'heure souligné la confusion. Dans la première classe on rangera les déterminations précises de la pensée politique. Par exemple, pour la période de la Révolution que nous avons étudiée, il s'agira d'affirmations comme celles-ci : l'impôt doit être consenti, les hommes sont libres d'aller et de venir, le territoire français est libre, etc. D'une façon générale, tous les droits publics nouveaux prennent place dans cette classe. Y figureront de même, pour le droit actuel, toutes les règles ou définitions précises rencontrées dans les codes et dans les lois; ainsi rentre dans cette rubrique la définition du délit de faux-monnayage, celle de certains contrats du droit

civil, comme la vente, le commodat, l'usufruit. En droit administratif toutes les lois d'organisation comme la loi municipale, abondent en règles de cette espèce. Dans l'ordre politique on citera : les attributions du Président de la République, le mode d'élection des Chambres dans notre constitution actuelle, etc. Dans l'ordre international, on donnera comme exemple les prescriptions formelles d'un traité, les spécifications des listes d'objets de contrebande de guerre, etc. D'une façon générale appartiendront à la première catégorie toutes les affirmations circonstanciées du discours : arguments, qualifications diverses, simples notations par lesquelles la pensée sociale s'explicite quelque peu elle-même. Nous proposons de désigner ces éléments — qu'encore une fois nous considérons comme chargés d'une idée relativement primitive, que parce que les documents ne permettent pas d'aller au delà — par la notation f .

Lorsqu'on se souvient du caractère très complexe des ensembles de pensée sociale que nous avons analysés soit ici, soit dans la thèse principale, on comprendra que les notations $f_a \dots f_n$ pourront désigner les objets les plus différents, objets juridiques, historiques, économiques, éléments de faits, sentiments, etc. Cette multiplicité des sens de f en est la caractéristique. Si nous étions dans le domaine des quantités pures, nous dirions que f représente l'unité, mais ici, comme on va bientôt le voir, l'expression n'aurait que la valeur d'une image.

Quoi qu'il en soit, si l'on considère qu'un très grand nombre de faits nous sont présentés dans l'expérience — par ce mot nous entendons les textes, et plus généralement toutes les affirmations de l'homme sur sa propre pensée sociale sous quelque forme qu'elle se présente — accompagnés par un nombre variable de jugements, on voit immédiatement que tout fait social A est déterminé par un certain nombre de symboles.

$$A = f_a \dots f_n.$$

La deuxième catégorie de renseignements dont il a été parlé comprend des blocs sociaux, particulièrement des idées au contenu mouvant. On y rangera donc ces notions à la fois

morales et juridiques dont on constate l'imprécision et la malléabilité, tant qu'elles ne sont pas explicitées par des actes ou une interprétation humaine quelle qu'elle soit. Dans ce groupe figureront les idées de faute, d'ordre public, d'illécite, de bonne mœurs, de fraude, de bonne foi, l'intention délictuelle, les idées d'utilité sociale, de liberté, d'égalité, de souveraineté nationale, le principe *pacta servanda*; on y placera des idées encore plus floues, comme celles de justice, d'humanité, de bonheur public, dont on a signalé l'importance pour les liaisons de pensées dans la thèse principale.

Afin de ramener tous ces exemples à une règle générale, on dira qu'appartiendront à ce groupe toutes les notions ou ensembles de faits sociaux dont l'explication n'apparaîtra pas immédiate. Nous proposons de désigner ces ensembles par la lettre *L*.

Les définitions données du groupe des *f* et du groupe des *L*, font voir que ce dernier peut, à tout moment, s'exprimer au moyen d'éléments *f*: il suffit pour cela que des explicitations de formules vagues ou de situations complexes désignées par *L*, soient découvertes.

Il en sera ainsi par exemple toutes les fois que la jurisprudence, pour des cas précis, détermine ce qu'est la faute, ce qu'est la *diligentia*, ce que sont l'usage abusif du droit de propriété, le motif illicite dans un contrat, la préméditation, l'intention délictuelle, l'outrage à la pudeur; il en va de même lorsque le juge administratif déclare quelle activité est ou n'est pas conforme à la légalité. On voit que l'interprétation fait sortir des ensembles *L*, une foule d'explicitations du type *f*. Mais il est à noter que l'explicitation des idées générales de la classe *L* sera toujours imparfaite, on ne rencontrera, par exemple, qu'un approfondissement de quelques-uns seulement de ses sens précis dans un rapport parlementaire ou un journal tels qu'il s'en est trouvé pour l'idée de liberté et ses corollaires à l'époque révolutionnaire, comme on peut l'expérimenter sous nos yeux, pour les mêmes idées et quelques autres, dans la presse, les revues, les discours politiques ou les conversations privées.

Allons plus loin dans la voie du concret, on trouvera des ex-

plicitations dans certaines notations de fait, et les pétitions que nous avons étudiées, là encore, fournissent un champ d'observation excellent avec la fuite du roi, les événements extérieurs, le manifeste de Brunswick, les revers militaires, la déclaration de la Patrie en danger. En multipliant les exemples à l'infini, en prenant d'autres périodes de l'histoire, en s'attachant à l'étude de notre propre temps, on ne montrerait rien de plus.

Remarquons enfin que si, dans certains cas, les faits prouvent l'abolition de l'idée désignée par L , cela ne devra pas nous dérouter : du point de vue concret, qui est le nôtre, la notion sera explicitée par ses éléments violateurs eux-mêmes ; par exemple, la règle *pacta servanda* est explicitée sur le plan des f par la violation des engagements internationaux. Pour résumer ces observations on écrira dans tous les cas la formule générale

$$L = f_a \dots f_n$$

Lorsque nous représentons sous cette forme les rapports des objets L et des objets f , nous avons l'intention de marquer que les éléments f ont entre eux et avec le groupe L une solidarité bien différente de celle des unités d'un nombre arithmétique. Il ne s'agit pas ici d'unités qui se superposeraient pour composer un nombre qui serait L , parce que si les objets f étaient considérés chacun séparément, les autres f dont ils sont solidaires et qui restent indifférenciés dans l'ensemble L (où la plupart d'entre eux restent enfoncés on l'a vu, puisqu'ils ne sont pas explicités), seraient sans individualité, ils n'auraient aucun sens logique dans les idées que nous exposons. C'est dans L que réside le logique ferment, ce symbole représente l'accrochage, ou si l'on veut l'amalgame des éléments f .

Pour montrer cet amalgame des f entre eux et avec L , on peut mettre à profit certaines institutions juridiques romaines dont nous pouvons saisir les transitions. Ainsi la fiducie de l'ancien droit accolée à une *mancipatio* se représenterait assez bien par une notation L , parce qu'elle forme avec sa sanction, la *mancipatio*, un ensemble dont les deux tronçons — que l'on désignera par f . — ne peuvent vivre l'un sans l'autre.

On se représentera donc *L* comme un ensemble qui peut être plus ou moins complexe, de la description duquel nous ne pouvons approcher par la seule logique savante à laquelle nous sommes accoutumés.

On représentera donc par *L*, non seulement comme nous l'avons fait tout à l'heure, des notions très larges comme l'idée de faute, d'illicite, d'utilité publique, etc., telles qu'elles sont offertes dans les textes juridiques actuellement en vigueur, mais on désignera encore, sous cette notation, les mêmes notions en considérant cette fois, en plus de leur valeur actuelle, leur évolution historique, ou les différences qu'elles offrent avec les législations ou les mœurs étrangères. Ainsi, sous le vocable cause, représenté par *L*, on fera rentrer à la fois, la cause du code civil français, considérée comme l'élément essentiel de la validité des contrats, les biais par lesquels cette notion s'organise à Rome dans le contrat formel qu'est la *stipulatio*, et encore l'histoire de la cause au Moyen-Age chez les romanistes, les canonistes, puis chez Domat; enfin on pensera au droit allemand et au droit suisse qui n'adoptent pas la conception française et s'en tiennent à la conception romaine de l'enrichissement injuste.

Dans l'ordre des faits moraux, on verrait les hommes, lorsqu'ils jugent les actes de leurs semblables, tantôt se référer à des notions très larges que nous avons définies comme des complexes, telles les notions du juste et de l'injuste, tantôt apprécier à l'aide d'idées dont l'amplitude est moins large, par exemple le sentiment de l'honneur, de la caste (1), — et cependant cette seconde idée, elle non plus, n'est pas simple, elle est un complexe *L*, quoique moins vaste que celui de justice.

Ainsi, la notation *L* sera employée pour désigner à la fois

(1) La remarque est faite par DE TOCQUEVILLE, *De la Démocratie en Amérique*, III^e partie, ch. XVIII : « Il semble que les hommes se servent de deux méthodes fort distinctes dans le jugement public qu'ils portent des actions de leurs semblables; tantôt ils les apprécient à l'aide de notions très particulières qui n'appartiennent qu'à un pays et à une époque... », cité par COURNOT, *Essai sur les fondements de nos connaissances et sur les caractères de la critique philosophique*. Paris, 3^e édit., 1922, p. 261.

les complexes restreints que sont chaque fait social en apparence simple, et les complexes étendus que sont les institutions politiques ou juridiques, ou encore les évolutions historiques qu'on discerne à l'intérieur de celles-ci. Mais il est clair que quels que soient les efforts pour élucider les notions ou les situations sociales complexes, quelle que soit l'importance des enquêtes entreprises dans les domaines les plus divers, on ne parviendra jamais pour certaines idées du type faute, utilité publique, intention délictuelle, — à une explicitation véritable, celle-ci ne sera toujours qu'approchée. Il faut reconnaître que, pour un très grand nombre de phénomènes, les composants nous échapperont presque totalement; pour s'en convaincre, il suffit de constater que les éléments psychologiques, sentimentaux des faits sociaux — qu'on les observe à l'échelle individuelle ou à l'échelle collective — nous sont inconnus, même lorsque l'on considère la vie courante à laquelle nous sommes le plus intimement mêlés; les convictions politiques de chacun ne s'inscrivent-elles pas dans un ensemble très difficilement pénétrable à l'observateur qui demeure le plus souvent privé de moyens d'investigation? Parfois, dans les cas où il existe des textes, les difficultés d'appréciation sont presque aussi grandes. On exprimera toutes ces inconnues qui entravent l'explicitation complète des phénomènes sociaux par la notation S . — Comme on aura en principe, sur un phénomène social donné quelques précisions et des inconnues, il est aisé de le représenter sous la forme générale suivante :

$$L = F S$$

Si l'on tient compte des prémisses qui viennent d'être posées, le travail d'explicitation consiste, pour un ensemble L , à trouver des éléments f capables d'en donner une connaissance approchée, c'est-à-dire qu'il s'agit de réduire la valeur indéterminée S .

Prenons des exemples :

La jurisprudence ajoute à la responsabilité de l'article 1384 du code civil, la responsabilité du fait des automobiles, par interprétation du texte. — Cette adjonction sera représentée

par f . Si l'on désigne par L la responsabilité définie par l'article 1382 rédigé sous cette forme très générale : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », on aura

$$L = f_a \quad f_b$$

(1382) (1384) (développement jurisprudentiel précité).

Si l'on voulait pousser plus loin l'explicitation du phénomène responsabilité civile, en suivant le code, on pourrait ajouter sous une notation f_c , le contenu de l'alinéa 2 de l'article 1384, qui vise la responsabilité des parents du fait de leurs enfants; sous une notation f_d , celui de l'alinéa 3 du même article qui vise la responsabilité des maîtres et commettants du fait de leurs domestiques et préposés; sous la désignation f_e , l'alinéa 4 qui vise la responsabilité des instituteurs et artisans pour les dommages causés par leurs élèves et apprentis.

En matière pénale, on aura des précisions de fait souvent nombreuses. Par exemple pour l'attentat aux bonnes mœurs, on pourra écrire :

$$L = f_a \text{ (jurisprudence sur la publicité du fait matériel),}$$

$$f_b \text{ (jurisprudence sur les faits d'outrage).}$$

En droit administratif, l'idée de service public s'analysera de la manière suivante :

$$L = f_a \text{ (égalité de tous devant le service; jurisprudence du}$$

$$\text{Conseil d'État),}$$

$$f_b \text{ (régularité du service; jurisprudence du Conseil d'État).}$$

Dans l'ordre international, l'agression non sanctionnée sera représentée ainsi :

$$L = f_a \text{ (art. 16 du Pacte de la S. D. N.),}$$

$$f_b \text{ (faits contemporains d'agression non réprimés).}$$

Remarquons en ce qui concerne les grandes idées sociales, que ce travail d'explicitation n'est possible qu'au moyen de documents correspondant à des plans historiques subdivisés et si l'on dispose, au sein d'un même plan, de jugements variés.

Ainsi en va-t-il pour le principe de liberté à l'époque

révolutionnaire. Le fait qu'il se prête à des applications souvent opposées ne doit pas nous incliner à abandonner notre notation; nous savons, en effet, que la contradiction est, peut-on dire, normale dans la pensée que nous analysons et que la logique traditionnelle est, à l'occasion, mise de côté. Les applications ou jugements quels qu'ils soient que nous rencontrons touchant le principe complexe de liberté *L*, seront donc désignés par *f*. On lit dans les textes qu'il faut que « le citoyen, soit qu'il vende, soit qu'il achète... puisse librement parcourir tous les marchés du royaume (1); » — que ce serait « attaquer les droits de l'homme dans leur essence que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur »; — que la permanence de l'Assemblée est un gage de liberté (2); — que la nation française renonce à la guerre de conquête et « n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple (3) ».

On citerait d'innombrables formules analogues qui sont présentées par les textes comme une conséquence rationnelle de la liberté — voilà pour nous autant d'objets de type *f*.

D'autre part, l'idée de liberté s'entend, en ce qui concerne les activités individuelles, d'une liberté limitée par les nécessités de la vie en société et, par là, elle s'oppose à la licence (4). On a vu qu'on légitimait de cette manière des mesures ou des institutions qui, en toute logique, ne sont pas postulées par l'idée de liberté (5); c'est ainsi qu'on propose de confier le

(1) Proposition faite à l'Assemblée Nationale sur les poids et mesures par M. l'évêque d'Autun, 1790. Arch. nat. AD XVIII^e, 110. 1. p. 8.

(2) TARGET, 4 septembre 1789. *Point du jour*, n° LXXI et CLERMONT-TONNERRE 5 septembre. *Ibid.*, LXXII.

(3) Décret 22 mai 1790. Art. 4.

(4) Rapport du Comité d'agriculture et de commerce sur le dessèchement des marais du royaume, 7 février 1790, par HEURTAULT DE LAMERVILLE, député du Berry. Arch. nat. AD XVIII^e, 103. 4.

(5) Le *Courrier de Provence* (n° XXXI, 22 au 23 août 1789) montre bien cette substitution d'applications négatives aux applications positives du principe : « Chaque pas qu'elle [l'Assemblée] va faire dans l'exposition des droits de l'homme, on la verra frappée de l'abus que le citoyen en peut faire... De là ces restrictions multipliées, ces précautions minutieuses, ces conditions laborieusement appliquées à tous les articles qui vont suivre; restrictions, précautions, conditions qui substituent presque partout des *devoirs* aux *droits* [souligné au texte], des entraves

droit de pêche à des fermiers sans que l'on pense blesser en cela le principe de liberté (1), ou encore de restreindre la liberté d'aller et de venir pour mettre fin à l'émigration : à ce sujet, on rappelle le principe de liberté générale, mais en même temps on légitime la mesure qui lui fait échec, par l'intérêt de l'État (2), — ce qui en soit est contradictoire; on affirme de même que le contrôle de l'État sur les caisses patriotiques est conforme à la liberté (3). L'idée de liberté n'empêche pas non plus les restrictions à la liberté de la presse, ni l'institution du veto royal (4). Les pétitionnaires, de leur côté, relèvent les entorses données par les Constituants à la liberté, comme le cens (5), soulignent le hiatus qui s'ouvre entre le gouvernement monarchique et l'idée de liberté : « la liberté n'est pas la cause du Roi (6) ». Eux-mêmes, ils apportent les dérogations les plus nombreuses et les plus graves au principe, en réclamant des mesures contre la presse (7), contre la libre circulation des grains, contre la liberté des personnes (8). Avec ces restrictions de police, la liberté change de sens : « Nous sommes persuadés comme vous, écrivent les citoyens d'Autun, des avantages attachés à la libre circulation des grains dans l'intérieur... lorsque la machine politique ne développe ses mouvements

à la liberté et qui empiétant, à plus d'un égard, sur les détails les plus gênants de la législation, *présenteront* l'homme lié par l'état civil, et non l'homme libre de la nature. »

(1) Rapport fait au nom des Comités féodal, des douanes, d'agriculture et de commerce, par A.-R. ARNOULT, sur les cours des fleuves et rivières, 1791. Arch. nat. AD XVIII^e. 109. 4.

(2) Rapport et projet de décret au nom du Comité de législation sur l'émigration, par M. SEDILLEZ, s. d. Arch. nat. C. 144. 186. 2. p. 2.

(3) Discours et projet de décret sur les caisses patriotiques par A.-D. LAFFON, député de la Gironde, 26 mars 1791. Arch. nat. AD XVIII^e. 42. 4. p. 4.

(4) V. THOURET, discours 5 septembre 1789, où le veto est présenté comme nécessaire au soutien de la liberté publique. *Courrier de Provence*, XXXVII, p. 13.

(5) Adresse des Amis des droits de l'homme de Pontivy, s. d. Arch. nat. D XL. 5. 54. 4.

(6) Adresse des fédérés de Marseille à l'Assemblée Nationale, 2 août 1792. Arch. nat. AD XVIII^e. 206. 2.

(7) Pétition du corps de la librairie de Paris, 24 février 1790. Arch. nat. D XIII. 1. 12. 1.

(8) Pétition de Rarquet, avocat s. l. n. d. Arch. nat. D IV, 13. 212. 6.

que dans le vrai sens de la liberté et de l'intérêt commun, mais à une époque orageuse où deux partis... s'apprentent à un combat à mort..., c'est dans ces circonstances que les lois doivent se modifier... devant le salut impératif de l'État (1). » L'idée de salut public a pour effet de retourner le sens logique de l'idée de liberté; le phénomène n'est nulle part aussi saillant que dans les pétitions sur la guerre. On voit dans la guerre, avons-nous expliqué, le seul moyen de défendre la liberté conquise. Or, cet aboutissement est en contradiction avec les prémisses qu'avaient posées la Révolution en déclarant la paix à l'Europe.

Nous savons que la liberté provoque, d'autre part, des jugements moraux et affectifs. Elle signifie redressement des mœurs (2), pureté; « les mœurs de la liberté doivent être celles de la rectitude et de la loyauté (3) »; la liberté est un gage de douceur (4), de perennité dans les œuvres humaines (5), de suprématie de l'intérêt général sur les intérêts particuliers (6), d'unité (7). Elle est encore l'idéal pour lequel les révolutionnaires sacrifieront leurs vies (8) et qu'ils transmettront aux peuples (9). On observe de même que l'idée de Constitution

(1) Pétition des citoyens d'Autun, 28 mars 1792. Arch. nat. D XL. 15. 70. 7.

(2) Pétition de Bayard, Paris, 3 décembre 1791. Arch. nat. C. 141. 135. 19.

(3) Rapport fait à l'Assemblée Nationale au nom du Comité de législation civile et criminelle tant sur la nature du droit de pétition, et sur les moyens d'exécution de ce même droit dans l'Assemblée Nationale, que sur la dénonciation faite au Corps législatif d'une pétition présentée au Roi par des citoyens membres du directoire du département de Paris, à l'effet de solliciter le refus de sanction contre le décret du 29 novembre 1791, relatif aux troubles excités sous prétexte de religion, le 4 février 1792, par François GORGUEUR, député de Paris. Arch. nat. AD XVII. 36.

(4) Pétition des auteurs lyriques à l'Assemblée Nationale, s. l. n. d. Arch. nat. C. 54, 339. 10.

(5) Rapport fait sur l'achèvement du Panthéon français par A.-D. LAFFON, 24 décembre 1791. Arch. nat. C. 143. 163. 7.

(6) Adresse de la Société des amis des Noirs, rédigée par CLAVIÈRE. Arch. nat. AD XVIII^e. 116. 8. p. xiv.

(7) Adresse des administrateurs composant le conseil permanent du district de Rethel. R[ègle] le 14 septembre 1792. Arch. nat. D XL. 7. 7. 11.

(8) Adresse des citoyens de Rodez, 24 juin 1792. Arch. nat. D XL. 7. 11. 21.

(9) Adresse des citoyens de Narbonne, 11 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 7. 10. 9.

est identifiée à l'idée de bonheur public (1), on relève le rôle de la Constitution sur les mœurs (2). Ces notations variées montrent que les idées juridiques et politiques sont définies en langage de sentiments, en aspirations morales, qui s'incorporent à la notion et que nous ne pourrions par conséquent négliger. On dira, avec Cournot, que ces faits moraux collectifs intéressent la science (3); ils doivent constituer, selon une de ses expressions, des « objets de connaissance » pour l'entendement (4).

Dans nos idées toutes ces informations, quel que soit leur caractère, seront désignées par des notations *f*.

Nous venons de donner quelques qualifications concrètes de l'idée de liberté, on pourrait faire de même pour les idées d'égalité, de souveraineté, de constitution, on disposerait ainsi de nouvelles files de *f*.

Mais si la conception que nous venons d'exposer ne nous conduisait qu'à rechercher un nombre de *f* de plus en plus grand dans la vie des faits sociaux, elle se bornerait à décrire et n'expliquerait rien. Le but n'est pas de décrire la composition d'une idée, mais d'essayer de comprendre les déplacements que réussit la pensée sociale, ou si l'on préfère, de reconstituer, pour autant qu'il est possible, quelques-uns des procédés qui lui permettent d'être combinatoire.

Dans la perspective de la notation que nous avons proposée, ce problème consiste à rechercher les rapports qui unissent les deux catégories *L* et *F*.

(1) Délibération du directoire du département de la Nièvre, 15 avril 1792. Arch. Nièvre, registre des délibérations, t. XIV, p. 47 v⁸⁰.

(2) IV^e rapport du Comité de mendicité. Arch. nat. AD XVIII^e. 153. 6. p. 37.

(3) *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire*, édit. de 1922, p. 380.

(4) COURNOT, *Essai sur les fondements de nos connaissances et sur les caractères de la critique philosophique*, Paris, 3^e édit., 1922, p. 259.

CHAPITRE III.

EXAMEN DE QUELQUES RAPPORTS ÉTABLIS PAR LA PENSÉE ENTRE LES IDÉES SOCIALES

Nous avons expliqué tout à l'heure que L représentait une certaine position logique (1) des objets f . Cette position peut être définie, si l'on se refert aux textes, par une liaison établie soit entre des idées entre elles, soit entre des idées et des sentiments, soit entre des idées, des sentiments et des faits matériels. Le plus souvent, il s'agira d'une double liaison : liberté-patrie, liberté-bonheur, liberté-veto, etc. Mais, il y aura également des triples, des quadruples, ou des multiples liaisons. Dans tous ces cas, ce qui fait l'originalité de l'objet L , c'est qu'il représente un certain état d'amalgame des éléments f , qui ne s'obtient par aucune opération logico-mathématique; les f n'étant pas doués de valeur opératoire, ne sont pas des nombres; s'ils forment actuellement, c'est-à-dire dans tel jugement concret, un complexe L , on ne peut, pour autant, affirmer qu'ils sont les uniques composants de ce complexe ni qu'ils en sont la cause; ils représentent seulement une probabilité dans l'existence du complexe, complexe qui demeure un fait, un donné que nous ne pouvons recréer au moyen d'une loi. La notation L ne désigne donc pas une notion *logiquement* hiérarchique par rapport à f , dès l'instant où l'on abandonne la description des faits pour étudier les démarches de la pensée sociale. Dans ces conditions le progrès de celle-ci ne pourra

(1) Nous n'employons ce mot défectueux que faute d'autre expression.

s'opérer que par des associations particulières entre L et f , qu'il s'agit de préciser.

1. — *Les liaisons de pensée préétablies.*

Si celui qui pense socialement se livrait, pour émettre un jugement, au travail qui consiste à faire apparaître des éléments f , de plus en plus circonstanciés, sa pensée serait singulièrement lente. A la vie pratique il faut un moyen de connaissance rapide qui économise des explicitations malaisées ou impossibles. C'est à la découverte de ce procédé que se sont exercés les pétitionnaires. On a montré qu'on trouve chez eux des tentatives pour combiner les notions dont ils ont besoin qui procèdent non de l'énumération mais de l'association. Nous avons examiné comment ils établissent entre les grandes idées politiques, liberté, égalité, souveraineté, constitution, bonheur public, des liaisons avec d'autres idées secondaires telles que les idées de loi, de citoyen, de patrie, de justice, les sentiments d'adoration, d'élan guerrier; la multiplicité des liaisons qui s'établissent entre les idées secondaires et les notions primaires forment un cortège d'explicitations communes à toutes ces dernières. C'est là une propagation intuitive de la pensée qui suit un influx sentimental plus que rationnel, qui a sa source dans la volonté intense de « régénération ». Cette attitude n'en est pas moins des plus intéressantes. Des équivalences s'établissent de la sorte entre les grandes notions d'une part, entre les petites de l'autre, sur deux plans parallèles, et, — ce qui est très important — entre les premières et les secondes, sur le sens que nous pourrions appeler vertical. Dès lors, la pensée, allégée de tout le poids des enchaînements de la logique savante, progresse plus vite et devient apte à la vie pratique : une mobilisation de tout le réseau de liaisons est toujours possible, quel que soit le maillon par où l'esprit débute. Sur tous ces points, nous nous bornerons à renvoyer à notre thèse principale.

Du point de vue de notre recherche actuelle, l'intérêt de

ces équivalences d'idées est de faire apparaître des rapports entre L et f . En effet, dès que le réseau de liaisons est établi, l'idée de liberté par exemple sera aussi bien représentée par celles d'égalité, de souveraineté ou de constitution — qui sont des notions complexes de type L , — que par des idées secondaires comme celles de loi ou de citoyen, que par des sentiments comme ceux de justice, de patrie qui rentrent dans l'explicitation des idées complexes et à ce titre appartiennent au groupe des f .

Si nous transcrivons ces observations en tenant compte de la distinction précédemment établie entre les groupes L et f , nous obtenons une série d'équivalences entre les éléments du groupe des f , si bien que toute idée complexe L du réseau est remplaçable par toute autre idée L , ou par tout élément f du même réseau :

$$L = L_a = L_b = L_n = f_a = f_n$$

Nous avons donc, pour la pensée très mobile que nous livrent les pétitions, un schéma souple dans lequel l'être logique L perd son individualité et n'est plus distinct des f , moyennant certaines communications établies entre les objets du type f . Ainsi la pensée spontanée n'a pas besoin d'un rapport préétabli entre L et f , elle crée elle-même la relation lorsqu'elle lui est nécessaire; sur ce point encore, elle s'oppose à la pensée mathématique qui se crée d'abord des règles de raisonnement hiérarchisées et procède ensuite à leur déroulement logique.

Mais, dira-t-on, une telle conception ne distingue ni valeurs quantitatives, ni valeurs qualitatives, comment grouper dès lors les grandeurs entre elles, comment comparer si on ne peut hiérarchiser ? Nous ne nions pas que ce progrès de la pensée spontanée, qui semble s'opérer par contiguïté et non par emboîtements rationnels, déroute notre logique consciente, aussi nous faut-il pénétrer plus avant dans ses procédés combinatoires.

Le rapport établi de la manière précédemment indiquée entre le groupe L et le groupe des f rend possibles d'autres développements de pensée.

Pour le montrer, partons du schéma général que nous avons proposé au début de cet exposé pour la représentation d'un phénomène complexe : $L = FS$, et reprenons pour exemple l'idée de liberté.

Nous savons que cette idée est de celles qui en raison de ses significations nombreuses et contradictoires peut être qualifiée d'indifférenciée, à moins qu'on ne la considère *in concreto*. Parmi les nombreuses définitions dont elle est l'objet, choisissons celle de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché (1). »

Dans cette formule on relève d'abord une précision juridique, à savoir la proclamation du grand principe d'après lequel la liberté est de droit; on le représentera par f_a .

Quant à l'expression : « consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », on aperçoit qu'il y a là une formule confuse. Ce qui a été dit de l'interprétation des idées juridiques par le juge le prouve amplement; désignons donc cet alinéa par S . L'article 4 de la Déclaration correspond alors à notre notion initiale :

$$L = F S.$$

La même incomplétude serait à relever dans la dernière partie de cette définition rencontrée dans une pétition : « Tous les droits de l'homme vivant en société consistent dans un exercice de sa liberté modifié par ses devoirs envers la société (2). » La même désignation $L = F S$ s'y appliquerait, mais puisque nous savons qu'il existe, — dans une certaine forme de pensée, — des rapports entre L et f , que nous avons indiqués, nous pouvons préciser notre représentation. Les équivalences imaginées par la pensée spontanée que nous connaissons permettent d'ajouter des déterminations nouvelles à l'idée de liberté.

On sait, en effet, que la liberté est rapprochée d'un très grand nombre d'idées et de sentiments : la liberté, ce sera la consti-

(1) Art. 4.

(2) Pétition de Guénot, Corbigny (Nièvre). Arch. nat. D xl. 3. 56. 2.

tution, la souveraineté, l'égalité, la loi, la suppression du veto, la nécessité de la guerre aux tyrans, etc.; liberté, ce sera aussi des idées morales et des sentiments, la vertu, la justice, l'humanité, la foi en la destinée des peuples, le bonheur public — autant d'adjonctions $f_y f_x$ qui restreignent l'inconnue S . Ainsi, les données puisées dans le réseau de la pensée spontanée peuvent servir à de nouvelles explicitations.

Il est alors possible de tenter une représentation de l'idée de liberté, dans un certain plan de pensée. En prenant pour point de départ de l'explicitation la définition à caractère juridique de l'article 4 de la Déclaration (instauration de la liberté de droit) que nous désignons par f , on complétera cette notation par un groupe de signes f correspondant à la chaîne des éléments mobiles fournis par le réseau des équivalences :

On aura :

$$L \text{ (liberté)} = f_a \dots f_b \dots f_y \dots f_x.$$

2. — *La représentation des retournements de pensée.*

Les rapports entre L et f permettent encore de représenter, dans la logique particulière que nous essayons de pénétrer, les fréquents retournements de pensée qu'on observe chez les révolutionnaires.

De cette attitude, nous connaissons des exemples caractéristiques, ceux-là même qui illustrent l'indifférence des révolutionnaires vis-à-vis du principe de contradiction et qui peuvent s'exprimer sous la forme : l'idée de paix ne répugne pas à l'idée de guerre, l'idée de liberté à celle de contrainte, etc. L'explication de ces retournements réside dans une tierce position de pensée dont députés et pétitionnaires ont bien senti la nécessité et que les textes nous livrent.

S'agissant de la contradiction paix-guerre, les pétitionnaires exposent que la guerre est entreprise pour sauver la *constitution* et la *liberté*. Du même coup, toutes les représentations

qui s'agrègent à ces notions vont contribuer à l'explication du retournement de pensée, et ces représentations à nouveau nous mettent en présence de liaisons d'idées et de sentiments.

« Nous périrons tous plutôt que de souffrir qu'on porte la plus légère atteinte à la Constitution (1). » — « Enivrés des premières douceurs de la Constitution, ils ne veulent plus que la Constitution et la Constitution toute entière ... ils veulent être libres et ils le seront... Agissez en souverain, 24 millions d'hommes pour soutenir votre ouvrage sont prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang (2). » — « L'ennemi vous attaque dans la partie la plus essentielle de votre bonheur... Souffrirez-vous un pareil attentat à votre liberté ? (3) » — « Un peuple fier d'avoir reconquis ses droits a juré de les défendre jusqu'à sa mort (4). » — « Ces barbares qui veulent détruire notre liberté ! (5) » — Ou bien encore, la guerre est représentée comme un moyen pour apporter aux peuples esclaves la liberté. « Allons chez eux, non pour les combattre, mais pour les rendre libres comme nous (6). » — « Plus l'amour des citoyens pour la Constitution est pur, plus leur désir de voler à sa défense est ardent (7). »

Lorsqu'il s'agit de l'opposition liberté-contrainte, on use encore de l'idée de *liberté* comme tierce position de pensée; on fait valoir alors que le sacrifice momentané de la liberté individuelle est nécessaire pour sauvegarder la liberté générale (8).

(1) Les membres composant le conseil général de la commune de Nancy, 21 janvier 1792. Arch. nat. D XL. 3. 52. 1.

(2) Adresse des citoyens de la paroisse de Foissiat (Ain). Arch. nat. D XL. 6. 1. 1. Renvoy. à la commission extraordinaire des Douze, le 16 juillet 1792.

(3) Adresse de Chabals, Saint-Pierre-ville (Ardèche), 5 août 1792. Arch. nat. D XL. 6. 6. 12.

(4) Adresse des citoyens Amis de la constitution de Niort, 19 septembre 1791. Arch. nat. D XL. 4. 75. 2.

(5) Les administrateurs composant le conseil général du département des Côtes-du-Nord, 14 août 1792. Arch. nat. D XL. 8. 21. 2.

(6) Adresse du bataillon des volontaires nationaux de la Charente-Inférieure, Saintes, 17 décembre 1791. Arch. nat. D XL. 4. 84. 6.

(7) Adresse des administrateurs de la Côte-d'Or, 28 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 8. 20. 21.

(8) Discours de M. GOHIER, sur l'organisation de la police de sûreté générale, 4 août 1792. Arch. nat. AD XVIII^e. 206. 5. p. 3.

On emploie également l'idée d'*intérêt public* à laquelle s'associe, nous l'avons montré tout le long de notre thèse principale, un si grand nombre d'idées, de sentiments et de faits. A propos du droit de propriété privée, lorsqu'il s'agit d'augmenter la production du salpêtre, on dira :

« *L'intérêt public* est le seul motif qui puisse jamais déterminer des législateurs à limiter les droits sacrés de la propriété; mais lorsqu'ils s'agit de cet intérêt, le premier des devoirs dans l'ordre social est d'y faire concourir les propriétés particulières. Les contributions elles-mêmes ne sont qu'un sacrifice des propriétés particulières à la dépense commune. S'il est donc démontré que le salpêtre, essentiel pour assurer la défense de l'empire, ne peut être recueilli avec assez d'abondance sans fouiller dans les bâtiments particuliers, quel serait le citoyen ami de la *patrie* et de la *liberté* qui pourrait se refuser à ces fouilles... Tout ce qui peut concourir à la défense de l'empire est un devoir sacré pour les bons citoyens, et la loi qui prescrit ce devoir doit être dans tous les cœurs (1). »

Dans toutes ces hypothèses, c'est l'extrême mobilité des objets de la mentalité sociale qui permet l'introduction des tierces positions de pensée.

Si on représente les faits contradictoires guerre-paix, liberté-contrainte, chacun par un signe *L*, la tierce position, constitution-liberté qui est une idée complexe, sera notée également *L*, mais on voit que ce dernier *L* s'explicite par toute la série des liaisons d'idées et de sentiments précédemment décrites qui sont inséparables du thème constitutionnel, et dont les pétitions, reproduites dans la première partie de ce travail pour l'étude des interférences, montrent la filière.

Dès lors, la tierce position *L*, peut s'exprimer encore par la formule qui représentait l'équivalence des *L* et des *f*.

$$L = f_a \dots f_n$$

(1) Rapport sur les moyens d'encourager les manufactures de poudre et salpêtre en France. Fait au nom du Comité de l'ordinaire des finances, le 7 mai 1792, par A.-D. LAFFON, président du Comité des finances et député de la Gironde. Arch. nat. AD XVIII^A. 42. 4, p. 10, 11.

Le fragment de pétition suivant où l'on voit les idées et les sentiments s'accoler à la constitution illustre bien ces affirmations :

« Le peuple français se prépare à faire la guerre pour *maintenir sa Constitution* et faire respecter ses droits aux tyrans... et leur apprendre que la *liberté* et l'*égalité* sont la base inébranlable sur laquelle repose et reposera toujours le *bonheur des nations* (1). »

Un texte tiré d'un mémoire de Kersaint sur le recrutement de l'armée de mer nous offre encore un retournement de pensée analogue, explicable par les mêmes procédés.

Dans les *Vues sur la constitution et l'administration de la puissance maritime* (2) de Kersaint, on lit que « c'est un principe des peuples libres que chacun y naît soldat de la patrie. Ce n'est donc point une servitude que d'être obligé de la défendre lorsqu'elle est attaquée. Cette idée semblerait justifier les « *classes* » en ce qu'elles sont nées du principe de l'obligation du service personnel; mais si nous examinons cette institution dans ses détails, son régime compliqué, ses dispositions tyranniques, elle ne nous offrira plus qu'une violation odieuse des Droits de l'homme et l'attentat le plus criminel du despotisme ministériel contre la liberté individuelle. »

Le système ancien est donc condamné, mais on assiste au renversement de pensée suivant :

« Cependant je sais qu'il faut assurer l'armement de l'armée navale et la défense des côtes... Voulant à la fois conserver à l'État le secours de ses précieux services [de la milice issue des « *classes* »] et rétablir cependant les marins et les habitants des côtes dans leurs imprescriptibles droits..., voulant par le présent décret les rappeler tous et chacun d'eux aux *droits sacrés* et inaliénables qu'ils ont à la *liberté* comme Français et comme citoyens d'un État où nul ne peut être désormais soumis qu'aux lois générales émanées de la nation

(1) Pétition de Michelot, faubourg Saint-Honoré, s. d. Arch. nat. C. 142. 151-152. 11.

(2) *Vues sur la constitution et l'administration de la puissance maritime* adressées à l'Assemblée Nationale par M. DE KERSAINT, chef de division des armées navales; Paris, 6 novembre 1789. Arch. nat. D xvi, 14. 43. 1.

par la voie du corps qui la représente; mais regardant comme un principe incontestable que tout citoyen d'un État libre apporte en naissant l'obligation de vivre et de mourir pour la patrie... et qu'en quelque lieu que le sort l'ait placé, il doit y combattre pour sa défense, l'Assemblée Nationale déclare que les habitants des côtes jusqu'à quatre lieues du rivage demeureront spécialement chargés de la défense publique sur les côtes et sur la mer, à bord des vaisseaux de guerre de la Nation. »

Ce texte nous donne un exemple d'une pensée contradictoire dont le schéma est le suivant : les « classes » violent la liberté, mais la nouvelle obligation militaire qui pèsera sur les habitants des côtes ne la viole pas.

Soit C le fait juridique « classe », D les droits de l'homme, on a une expression contradictoire de la forme :

$$C = \text{non } D = D.$$

Or, la contradiction, ici comme dans les exemples précédents, est levée dans le raisonnement de l'auteur, par l'introduction d'une tierce position de pensée, qui est l'idée de *liberté*. C'est donc encore la grande mobilité de la pensée sociale, sur laquelle nous avons insisté, qui permet les retournements de pensée. Le phénomène et tous autres du même ordre au lieu de s'énoncer :

$$C = D = \text{non } D,$$

s'écrit avec notre notation.

$$C = D = \text{non } D = L,$$

qui lui donne un sens dans la logique particulière que nous étudions.

En effet, l'introduction de l'objet L nous avertit qu'un rapport est établi entre les deux éléments contradictoires D et non D . Dès lors, ces deux éléments sont des déterminations devenues conformes au principe de contradiction, dans la pensée sociale du phénomène « classe »; on peut donc écrire sous la forme :

$$C = f f'.$$

Les mêmes observations s'adaptent aux déclarations de Vernier sur la fraude à l'impôt :

« Que dans un temps où les noms chers et sacrés de patriotisme et de patrie étaient pour ainsi dire méconnus et sans force, que dans un temps où les vraies causes et la nécessité du tribut national étaient ignorées, que dans ces temps malheureux, on ait vu un nombre de citoyens tenter par toutes sortes de voies de se soustraire à l'impôt, — ce procédé, malgré l'excès de son injustice peut se concevoir; mais que, sous l'empire de la *liberté*, sous le *règne de la loi*, lorsque la nation *s'impose elle-même* des tributs proportionnés à ses besoins, dont on connaît le motif, la *justice* et la nécessité, on trouve encore des gens qui cherchent à éluder l'impôt, et à rendre plus pesant pour d'autres le fardeau qu'ils devraient partager, — voilà ce que l'on ne concevra jamais (1). »

Ici encore, une pensée contradictoire est établie : en opposant despotisme et liberté, Vernier oppose quelques-unes des pratiques qui escortent chaque principe de gouvernement. Si le régime despotique s'accompagnait de la fraude fiscale, le régime de liberté doit s'accompagner d'un paiement honnête de l'impôt. Le phénomène fraude se présente donc sous la forme :

$$F = A = \text{non } A,$$

et la tierce position réside dans les idées de liberté, de loi, de consentement de la nation à l'impôt.

3. — *Le rôle créateur des retournements de pensée et des jugements contradictoires.*

On aurait encore une idée incomplète de la fécondité des liaisons d'idées et des retournements qu'elles permettent, si on ne remarquait pas que ces retournements mettent sur la voie

(1) Nouveau plan de finances et d'impositions par M. VERNIER, député d'Aval en Franche-Comté, 1790. Arch. nat. AD XVIII^e. 51. 6. p. 18.

de glissements de pensées plus étendus qui aboutissent à des *créations d'idées nouvelles*.

C'est ainsi que le retournement de pensée opéré sur l'idée de guerre, grâce à la tierce position de liberté, conduit à une conception de la guerre de conquête (alors que le retournement en lui-même n'impliquait qu'une guerre défensive), comme on le voit dans une pétition comme celle-ci :

« Notre divinité, la liberté, précède nos guerriers et leur ouvre la route en pourchassant devant elle l'esclavage, fille chérie des tyrans. Elle crie aux Français : Avancez, avancez, l'univers est à moi, je le tiens de la nature, rétablissez-y mon empire (1). »

La cause de ce phénomène doit être cherchée, il semble bien, dans l'intensité accrue des sentiments d'enthousiasme qu'éveille l'idée de liberté elle-même, et dont les franges de représentations associées qu'on a pu voir dans les fragments rapportés au début de ce travail, nous expliquent le pouvoir créateur.

Dans les textes de Kersaint et de Vernier, la tierce position sert aussi à préparer comme conclusion du déroulement de pensée, une idée nouvelle : il s'agit d'une notion juridique très importante — celle d'égalité devant les charges publiques. De même, dans d'autres textes, on remarque un développement des notions constitutionnelles obtenu par le même procédé de pensée. Ainsi dans les pétitions qui concernent la Patrie en danger, la notion de constitution sert le plus souvent de pivot à des liaisons qui conduisent de l'idée constitutionnelle de souveraineté nationale à celle, révolutionnaire, de souveraineté du peuple. « Le moment où la Constitution d'un peuple libre est en péril, lit-on, par exemple, est aussi le moment où le souverain reprend tous les pouvoirs qu'il a confiés (2). » Il n'est pas question alors de représentation nationale, mais de

(1) Offrande patriotique de la commune de Vaugirard (département de Paris), s. d. Arch. nat. C. 153. 284. 7.

(2) Adresse des Amis de la constitution de Saint-Jean-d'Angély, 21 juillet 1792. Arch. nat. D XL. 8. 16. 7.

puissance directe du peuple. On sait que ce genre de pétition prélude au Dix-Août.

On peut relever dans les textes bien d'autres oppositions d'idées accompagnées de renversements de pensée. Ainsi, nous avons remarqué que les idées nouvelles sur le domaine public consistaient en un retournement de pensée opéré sur le principe de souveraineté : l'ancienne souveraineté royale sur le domaine aboutissait à l'émiettement de celui-ci par le moyen des cessions et engagements dont il était l'objet, alors que la nouvelle souveraineté de la Nation conduit à le regrouper (1); la tierce position est, ici, l'idée de Nation. De même, il y a retournement de pensée, chaque fois qu'il est affirmé — et cette attitude de pensée est, peut-on dire, permanente — que de la satisfaction de l'intérêt général résulte celle des intérêts particuliers (2); la tierce position est alors l'idée de liberté. Enfin, on rencontre aussi des retournements de pensée qui intéressent les idées psychologiques, comme en ces lignes de Condorcet :

« Pour que les [citoyens] conservent cette indépendance de la raison sans laquelle l'ardeur pour la liberté n'est qu'une passion et non une vertu, il faut qu'ils connaissent les principes de la justice naturelle, ces droits essentiels de l'homme dont les lois ne sont que le développement (3). »

L'ardeur pour la liberté est associée ici à deux contraires et la tierce position est située dans l'idée de *raison*.

Ce que nous voulons surtout souligner c'est que les retournements de pensée ne sont pas négligeables du point de vue de la représentation générale des idées sociales. Ils ont cette utilité de mettre sur la voie d'une explicitation plus poussée de la

(1) V. notre ouvrage, *La Logique d'une idée-force...*, p. 226.

(2) « Un gouvernement servant l'intérêt public sert l'intérêt particulier. » Arch. nat. AD XVIII^e. 153. 6. IV^e Rapport du Comité de mendicité.

(3) Rapport de CONDORCET sur l'organisation de l'instruction publique, 20-21 avril 1792, cit. dans Guillaume : Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative (collection des documents inédits sur l'histoire de France), Paris 1889 p. 202.

valeur *L* par laquelle nous désignons les complexes d'idées.

On a expliqué qu'il était possible de répartir les phénomènes sociaux par plans historiques en considérant, par exemple, le développement des idées ou des institutions; on a proposé même de subdiviser le plus possible ces plans si l'on veut approcher de quelque connaissance dans l'étude de la pensée sociale. Cette méthode consiste donc à considérer des emboîtements successifs de valeurs *L*. A l'intérieur de grandes phases correspondant à des idées politiques, économiques, on sera amené à discerner l'existence de subdivisions secondaires comme celles concernant les échanges internationaux, les modes de votation, etc.; à l'intérieur des idées concernant les institutions du droit privé, comme la vente, on sera conduit à envisager les modes de transfert en droit romain, en droit français, en droit comparé, etc. Or, il peut arriver que quelques-uns de ces plans successifs se trouvent explicités par des propositions contradictoires et des retournements de pensée. Le fait est sensible en matière politique.

Pour montrer le rôle expliciteur de ces attitudes d'esprit, choisissons ces lignes tirées du rapport célèbre de Condorcet sur l'instruction publique :

« La distribution du travail dans les grandes sociétés établit entre les facultés intellectuelles de l'homme une distance incompatible avec cette égalité sans laquelle la liberté n'est, pour la classe moins éclairée, qu'une illusion trompeuse et il n'existe que deux moyens de détruire cette distance : arrêter partout, si même on le pouvait, la marche de l'esprit humain, réduire les hommes à une éternelle ignorance, source de tous les maux, ou laisser à l'esprit humain toute son activité et rétablir l'égalité en répandant les lumières. Tel est le principe fondamental de notre travail et ce n'est pas dans le XVIII^e siècle que nous avons à craindre le reproche d'avoir mieux aimé tout élever et tout affranchir que de tout niveler par l'abaissement et par la contrainte (1). »

(1) Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique, présenté à l'Assemblée législative, au nom du Comité d'instruction

Le texte contient la contradiction suivante : les différences entre les facultés intellectuelles des hommes dans nos sociétés soumises à la règle de la division du travail, sont comblées soit par une politique de liberté de la pensée, soit par une politique de contrainte. Liberté, contrainte, étant ici deux solutions d'un même problème — celui de l'égalité : on peut donc écrire, comme tout à l'heure dans les cas des « classes » de Kersaint, la formule contradictoire :

$$E \text{ (égalité)} = \text{liberté} = \text{contrainte.}$$

Formule qui établit une équivalence entre deux de ces grands plans d'idées de valeur L dont il a été parlé. Or, le texte montre que le choix opéré entre ces deux valeurs entraîne immédiatement des déterminations de type f qui vont recouvrir des applications pratiques : — ce sera, dans l'exemple choisi, les principes de l'instruction universelle, de l'indépendance de l'enseignement :

« Un pouvoir qui interdirait d'enseigner une opinion contraire à celle qui a servi de fondement aux lois établies attaquerait directement la liberté de pensée, contredirait le but de toute institution sociale, le perfectionnement des lois, suite nécessaire du combat des opinions et du progrès des lumières... D'ailleurs, la Constitution française elle-même nous fait de cette indépendance un devoir rigoureux. Elle a reconnu que la nation a le droit inaliénable, imprescriptible de réformer toutes ses lois : elle a donc voulu que, dans l'instruction nationale tout fût soumis à un examen rigoureux. Elle n'a donné à aucune loi une irrévocabilité de plus de dix années. Elle a donc voulu que les principes de toutes les lois fussent discutés, que toutes les théories politiques pussent être enseignées et combattues (1) ». Or, ces caractéristiques : universalité et indépendance de l'instruction publique, appartiennent à la catégorie des valeurs f .

publique, les 20 et 21 août 1792. Guillaume, Procès-verbaux du Comité d'instruction publique, p. 216.

(1) *Op. cit.*, p. 223 et 225.

On voit que le procédé de connaissance qui nous est offert dans le cas des propositions contradictoires et des retournements de pensée, consiste à projeter en quelque sorte une valeur du genre L — l'idée de liberté par exemple — puis à en tirer des applications. Ce qu'il faut souligner c'est que, dans le type de connaissance que nous analysons, la valeur f se trouve saisie dans la même intuition que la valeur L , — autrement dit, elle se trouve placée par la pensée sociale sur un plan logique identique, alors que nous savons que ces deux séries de valeurs appartiennent à deux ordres différents, l'un, celui des valeurs L très complexes et synthétiques, l'autre, celui des valeurs f , très déterminées et représentant, par hypothèse, le stade le plus simple dans l'explicitation des phénomènes que nous puissions saisir. Ainsi le retournement de pensée permet un rapprochement des valeurs et le passage d'une catégorie à l'autre. Du point de vue pratique, l'avantage est grand, la vitesse de la pensée va se trouver accrue de la même manière qu'elle l'a été, nous l'avons vu, par le jeu des équivalences; tout le travail de transformation des L en f — qui est celui de l'explicitation — sera économisé puisque par le seul fait de projeter une valeur L , sa transcription sur le plan des f est connue. Il semble donc que les dérogations à la logique qui se traduisent dans une certaine pensée sociale par une mobilité plus grande des moyens de connaissance accroissent les possibilités de cette pensée.

D'ailleurs, les retournements de pensée n'ont pas pour seule utilité de préparer un saisissement immédiat de valeurs L et f comme on vient de voir, ils permettent aussi une pensée résultant, non plus d'intuitions, mais d'associations.

Reprenons l'exemple des « classes » tiré de la pétition de Kersaint. Lorsqu'on a établi le retournement de pensée sous la forme :

$$C = \text{non } D = D,$$

si l'on considère que, dans la perspective du retournement de pensée chez les révolutionnaires la formule :

$$C = \text{non } D = D$$

rend compte, sans contradiction, du fait service militaire, — on voit que nous ne sommes plus en face que d'objets f — qui représentent des applications techniques — nous faisons allusion à la règle bien établie en droit depuis la Révolution de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

Si on abandonne les rapports de L et de f pour étudier la valeur L , on constate que les retournements de pensée permettent, encore sur ce point, de préciser.

Voici, par exemple un texte de Le Chapelier, où le droit de pétition est conçu de façon à la fois large et restrictive. Il s'agit de l'idée de liberté et de l'idée de police.

« ... Le droit de pétition n'étant autre chose qu'un droit naturel il serait pour ainsi dire inutile de l'énoncer, mais ce qui n'est pas inutile, ce qui est important pour le gouvernement représentatif, c'est qu'aucun corps, aucune assemblée primaire ne puisse faire de pétitions en assemblée collective (1). »

Ce texte commence par présenter une conception très large du droit de pétition puisqu'il en fait une conséquence du principe de liberté, puis il en restreint l'exercice aux seuls individus et le dénie aux corps, en faisant intervenir une tierce position de pensée tirée de l'idée de gouvernement représentatif. Or cette dernière idée est, elle aussi, une conséquence du principe de liberté. Cette remarque fait apparaître qu'il existe une conception du droit de pétition qui s'accorde avec la liberté au sens large, une autre qui s'y oppose, ou si l'on préfère que la liberté individuelle ne s'accorde pas avec la liberté des corps, — formules qui, toutes les deux, rappellent la contradiction :

$$A = \text{non } A.$$

Ce qui doit être précisé ici, c'est la conséquence qui résulte de ces attitudes de pensée pour les valeurs de type L . La présence de telles contradictions existant au sein des idées sociales complexes va élargir la représentation que nous avons de L . Plus haut, nous avons défini L comme une certaine liaison des

(1) LE CHAPELIER, séance 8 août 1791. *Monit. réimpr.*, t. IX, p. 348.

caractéristiques f ; nous voyons maintenant que L représente aussi une liaison entre deux expressions contradictoires. Selon qu'on considère l'un ou l'autre de ces deux aspects, l'autre devient pour la pensée pratique — celle, par exemple, de l'administrateur investi des pouvoirs de police dont parlait Le Chapelier —, négligeable. Il n'est pas question ici, comme c'était le cas pour les textes de Kersaint et Vernier, de la création d'une nouvelle institution juridique par retournement de pensée, mais au contraire d'abolitions de valeurs f par réduction de la contradiction dans un but pratique qui nous figurent assez bien ces mouvements muets par lesquels se modèlent les conceptions changeantes de l'utilité sociale. L'utilité sociale, type de la valeur L complexe, ne correspond pas à un déroulement strictement logique des conséquences des axiomes politiques, car des influences très nombreuses s'exercent sur cette tendance logique, et la dévient. Si l'on voulait schématiser, dans la mesure où une telle entreprise est possible, la notion d'utilité sociale, c'est, semble-t-il, sur de tels exemples qu'il faudrait méditer, puisqu'ils nous montrent l'aboutissement concret des notions; dès lors les contradictions qu'ils renferment peuvent nous servir pour représenter des complexes de plus en plus enchevêtrés, comme celui d'utilité sociale. Nous représenterons alors par la contradiction précédente l'idée d'utilité sociale dans l'hypothèse considérée. Et du même coup, la formule :

$$A = \text{non } A = L,$$

loin d'apparaître comme une absurdité nous semble être, si on l'approfondit, l'une des caractéristiques de la connaissance sociale spontanée.

CONCLUSION

L'observation concrète de la pensée sociale nous a révélé le caractère imparfait et purement conventionnel des définitions qu'elle propose et qui ne deviennent utiles à la vie pratique que moyennant l'interprétation humaine incessante qui les assouplit, les déforme.

Par conséquent, loin de valoir comme des principes objectifs, scientifiques, elles ne valent que par notre effort intime. De plus, l'examen des pétitions de l'époque révolutionnaire nous a mis en présence de liaisons de pensées, qui en raison de leur densité forment un réseau dont nous avons essayé d'interpréter et de représenter la logique propre, différente de notre logique savante. M. Lévy-Bruhl a montré comment le primitif est occupé de « préliations mystiques (1) » qui s'établissent, par exemple, de telle perception sensible à telle force invisible (2). Dans un autre domaine, le pétitionnaire — et même l'homme de tous les temps — dès que travaille leur conscience sociale, établissent ou reprennent tels maillons du réseau des préliations où voisinent, nous l'avons noté, des éléments rationnels et sentimentaux, des éléments de fait et des influences collectives, dont le plus souvent le sujet pensant ne saurait faire le dénombrement, et cette confusion entre le monde sensible et le monde intellectualisé est encore une similitude entre la mentalité sociale et la mentalité primitive (3).

Les pétitionnaires, et l'homme qui pense socialement, dans

(1) LÉVY-BRUHL, *La Mentalité primitive*, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 48.

(3) LÉVY-BRUHL, *ibid.*, p. 50.

la mesure où sa pensée utilise ces liaisons et les combinaisons de pensées qu'on a essayé de démêler, procèdent les uns et les autres par une sorte de projection d'idées qu'ils ont, en quelque manière, à leur disposition et qu'ils peuvent mobiliser à tout instant. Sans doute, ces idées comportent une certaine dose de rationalité, mais il n'en reste pas moins qu'elles ne sont pas des matériaux utilisables pour notre pensée savante; au contraire, l'activité de la pensée sociale spontanée apparaît comme une appréhension directe de ces liaisons. Toutefois, cette pensée dépasse beaucoup celle des primitifs. Si les pétitionnaires sont indifférents au principe de contradiction, s'ils procèdent par contiguïté d'idées-sentiments plus que par causalité, il apparaît toutefois que leur pensée est orientée logiquement, à la fois par le langage dont ils usent, forgé sur la logique grecque, et par les exigences des grandes idées de Liberté ou de Constitution qui, dans une large mesure, sont pour eux, des idées d'ordre; il est clair que les contradictions mêmes que nous avons relevées dans certaines oppositions, comme celle de la guerre et de la paix, ne veulent pas dire que la pensée est dans un état d'équilibre indifférent, que la liberté postule aussi bien la guerre que le rétablissement du despotisme; la première contradiction a été possible, grâce au jeu des tierces positions de pensée qu'on peut relever dans les textes — mais la seconde ne pouvait pas se produire, la liberté en s'opposant à l'arbitraire imposait une direction logique à l'*alogisme* des liaisons d'idées révolutionnaires.

Pensée à la fois logique et extra-logique, elle est avant tout une pensée *concrète* vis-à-vis de laquelle on est contraint d'adopter une attitude explicative, qui engagerait peut-être à reviser nos conceptions sur la contexture de notre esprit. Boutroux écrivait (1) : « La logique purement formelle de l'École, la logique de l'implication et de l'identité ne saurait suffire. Réduite à ses seules ressources, cette logique n'est que verbalisme. Ce qu'il faut constituer, c'est une logique de la détermination montrant non comment ceci est cela, ce qui,

(1) V. Préface au *Traité de Logique* de M. GOBLOT, p. XIII.

appliqué à l'être est faux, mais comment ceci *résulte* de cela, comment l'existence de A entraîne celle de B. » Il désirait substituer la logique de la détermination à celle de l'identité, comme logique fondamentale. Si cette œuvre est très difficilement réalisable dans les sciences sociales, il est à remarquer cependant que l'examen des jugements de pensées extra-logiques, est bien propre à nous habituer à concevoir que notre logique savante n'est qu'une petite portion des combinaisons possibles que notre pensée utilise, plus ou moins en marge de la première.

En même temps que l'idée de logique se dilate, l'étude de la pensée sociale, spécialement sous sa forme spontanée, nous conduit à faire pénétrer le relativisme dans notre conception de la logique (1). De même qu'il n'y a pas une seule forme de logique, mais *des* logiques, comme le proposait Boutroux (2), de même il n'y a pas une valeur absolue de la vérité; Leibnitz distinguait déjà plusieurs degrés dans la conviction et l'on a pu dire récemment que l'induction nous enseigne, « sur la base d'une certaine évidence, qu'une certaine conclusion est raisonnable, *non qu'elle est vraie* (3). »

Les fragments de pensée sociale que nous avons examinés nous suggèrent des réflexions analogues. Les enchaînements de pensée qu'on y relève ne sont ni les seuls que renferment telle idée enrichie de tels sentiments, ni les seuls possibles; les jugements que nous saisissons expérimentalement par la méthode concrète que nous pouvions seule adopter, ne relèvent pas d'une source unique de connaissance. Dans l'impossibilité de reconstituer la loi des phénomènes, ces jugements apparaissent comme des probabilités concernant telle notion complexe, disons mieux, il s'agit de « relations de probabilités (4) », qui existent par référence à tout un savoir, à la fois, rationnel,

(1) M. POIRIER a pu écrire à ce sujet : « L'erreur la plus grave consiste à croire qu'il y a un univers logique d'un seul tenant où les notions soient univoques et aient une valeur absolue. » *Le Nombre*, Paris, 1938, p. 15.

(2) Préface au *Traité* de GOBLER, p. xiv.

(3) KEYNES, *A treatise on probability*, Londres, 1929, p. 245.

(4) KEYNES, *op. cit.*, p. 8.

affectif et expérimental, rempli, à l'occasion, de contradictions et d'interférences, si bien qu'on ne peut présenter ces relations de probabilités en termes d'idées simples. Les mots « vrai », « certain » comme celui de « probable » expriment, comme le dit l'auteur anglais Keynes, dont les remarques nous semblent particulièrement heureuses, la relation dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis d'un ensemble de savoir actuel ou éventuel, et ne caractérisent pas, en elles-mêmes, les propositions auxquelles ils s'appliquent; dès lors, chaque proposition est susceptible en même temps de « degrés variables de relation », qui dépendent du savoir auquel elle est rattachée (1).

Continuera-t-on à penser que les faits sociaux ne sont pas objets de science, que les tentatives pour représenter les démarches de cette pensée changeante ne nous auront rien appris et qu'elles ne peuvent rien nous apprendre, parce que nous nous mouvons dans un domaine seulement à demi-intellectualisé, et que les observations qu'on peut faire n'entraînent aucune certitude ?

Si nous nous bornons à rechercher des explications touchant les phénomènes, sans prétendre en découvrir la loi de production, il ne semble pas que le travail soit stérile. On s'habitue à cette idée qu'il peut y avoir une sorte de rationalité spontanée qui ne s'accompagne pas de certitude. La pensée sociale à la fois logique et extra-logique, intuitive, causale par intermittence, mais constructive et pratique, représente, on est bien forcé de l'avouer, un aspect du rationnel, mais d'un rationnel qui ne se présente pas avec des procédés démonstratifs entraînant la certitude au sens traditionnel du mot. C'est une pensée à références multiples, non seulement à des axiomes, mais à des ensembles de faits contingents, faits matériels, sentiments individuels ou collectifs qui forment une *relationship* (2). Dans ces conditions notre entendement parvient à se faire quelque idée du réel social. Nous avons

(1) *Ibid.*, p. 4.

(2) Le fait qu'on ne définit la probabilité qu'en définissant des degrés de relations de probabilité enlève-t-il sa valeur à l'idée même de probabilité ? Non

une notion rudimentaire de notre monde intérieur, une notion mathématisée du monde extérieur; la conception du réel intérieur et extérieur est une notion que la répétition d'expériences, que les décisions de la volonté et l'activité de nos organes ont affirmée peu à peu. Ces répétitions nous ont habitués à l'idée que certains rapports invariables existaient entre une première sensation et telles autres subséquentes. Il en est de même de l'idée que nous avons du réel social. Elle aussi repose sur des expériences, sur des constatations d'invariances — expériences où la logique savante joue un rôle, mais aussi où intervient une pensée spontanée. Les pétitions nous ont montré comment s'établissent ces expériences, quelles liaisons d'idées et de sentiments résultent de la contemplation des mêmes faits matériels; sans cesse les pétitionnaires en 1791 et en 1792, ont attaché au fait constitutionnel qu'est le veto, les mêmes effets internes et internationaux que la répétition des interprétations collectives rendait de plus en plus solidaires; de même dans leurs adresses d'adhésions, ils agrégèrent à tout instant autour des idées de constitution, de liberté, de loi, de bien public, de bonheur public, les mêmes liaisons d'idées et de sentiments, si bien que l'une quelconque de ces idées suffisait pour évoquer le retour entier des liaisons préétablies. Ces liaisons subjectivement expérimentées, impérieusement voulues par les pétitionnaires, nous avons essayé de les *désobjectiver*, d'en avoir une connaissance objective, — c'est-à-dire, que nous avons essayé d'en saisir les relations constantes et les combinaisons. Qu'il y ait dans les aperçus que nous en pouvons avoir du probable plus que du certain nous l'avons suffisamment souligné; mais il ne faudrait pas que cette préoccupation qui est en nous d'atteindre le certain, la loi, nous fasse négliger les vues explicatives, préparatoires au certain, car en elles réside aussi de l'intelligible et Descartes n'enseignait-il pas que la raison ne porte pas d'un coup tous

pas, estime KEYNES. Selon lui, la théorie des probabilités a une valeur objective et scientifique, parce qu'elle concerne le degré de croyance qu'il est rationnel d'accorder, *dans des conditions données*, et non en tenant compte des croyances de certains individus, *op. cit.*, p. 4.

ses effets... D'autre part, le réel social nous est apparu comme lié à une recherche de l'utile; la pensée sociale concrète est une pensée qui assure à l'homme des effets pratiques; considérées sous cet angle, les liaisons établies dans les pétitions sont vraies dans la mesure où elles ont été pratiques.

D'ailleurs, l'histoire des sciences et des sciences mathématiques elles-mêmes, nous inciterait à des remarques analogues. La pensée sociale de tous les jours, comme la science appliquée, ne peut pas attendre, il lui faut utiliser des notions ou des liaisons rudimentaires et provisoires, dont elle affinera plus tard le contenu (1), et l'on peut dire que la science théorique, qu'elle soit mathématique ou sociale, elle non plus ne peut attendre sous peine de contraindre l'homme à ne pas chercher une explication des phénomènes. C'est là l'excuse des efforts que l'on peut entreprendre dans le domaine que nous avons choisi.

(1) En ce sens, BOUASSE, *Physique générale*, p. 152; in *De la méthode dans les sciences*, Paris, 1928. (Conférences faites à Normale supérieure.)

Vu le 27 Février 1939

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

J. VENDRYÈS

Vu et permis d'imprimer

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS

ROUSSY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE RÔLE DE L'INTERPRÉTATION SPONTANÉE ET DE LA CONTINGENCE DANS LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES

L'INTERPRÉTATION SPONTANÉE A L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE.

CHAPITRE I. — Les idées contradictoires	9
CHAPITRE II. — Le jeu des interférences dans la pensée collective.	26

DEUXIÈME PARTIE

LES COMBINAISONS DE LA PENSÉE SOCIALE

CHAPITRE I. — Les idées sociales déterminées <i>in concreto</i>	57
CHAPITRE II. — La représentation des démarches de la pensée sociale	65
CHAPITRE III. — Examen de quelques rapports établis par la pensée sociale	76
1. — Les liaisons de pensées préétablies	77
2. — La représentation des retournements de pensée	80
3. — Le rôle créateur des retournements de pensée et des jugements contradictoires	85
CONCLUSION	92

